

**Document d'objectifs
du site Natura 2000
« FORET D'EAWY »
(site n°FR2302002)**

- Document de synthèse -

SOMMAIRE

1. PRESENTATION GENERALE DU SITE FORET D'EAWY	4
1.1. PRESENTATION GEOGRAPHIQUE	4
1.1.1. Localisation.....	4
1.1.2. Contexte climatique	4
1.1.3. Contexte géologique.....	4
1.1.4. Nature du foncier.....	5
1.1.5. Mesures réglementaires, de protection, inventaires et concessions	5
1.2. ETAT DE REFERENCE DE LA PARTIE FORET DU SITE « FORET D'EAWY »	5
1.2.1. Description des peuplements.....	5
1.2.2. Inventaire des habitats et état de conservation	6
1.2.3. Inventaire floristique.....	7
1.2.4. Espèces faunistiques d'intérêt communautaire	9
1.2.5. Pratiques sylvicoles	10
1.2.6. Inventaire des autres activités humaines.....	11
1.2.7. Impacts des pratiques sylvicoles et des activités humaines.....	11
2. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU SITE « FORET D'EAWY ».....	13
2.1. OBJECTIFS DE LA DIRECTIVE « HABITATS »	13
2.2. DECLINAISON LOCALE DES OBJECTIFS POUR LE MILIEU FORESTIER	13
2.3. DECLINAISON LOCALE DES OBJECTIFS PAR ESPECE	13
2.4. STRATEGIE D'ACTION.....	13
3. PROPOSITION DE MESURES PERMETTANT D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	14
3.1. CADRE JURIDIQUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE NATURA 2000	14
3.2. MESURES NECESSAIRES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE NATURA 2000 DANS LES MILIEUX FORESTIERS....	14
4. CAHIER DES CHARGES DES MESURES NATURA 2000 POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS.....	17
4.1. MESURES NATURA 2000 PROPOSEES	17
4.2. ANIMATION	18
4.3. ETUDES SCIENTIFIQUES	18
5. ESTIMATION DES COUTS POUR LA REALISATION DES ACTIONS	18
6. PROCEDURES D'ACCOMPAGNEMENT, DE SUIVI ET D'EVALUATION.....	18
6.1. ANIMATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT D'OBJECTIFS	18
6.2. ACTIONS DE SUIVI SCIENTIFIQUE	18
6.3. EVALUATION	18

PREAMBULE

Depuis plusieurs décennies, les états européens réagissent face aux dégradations de leur patrimoine naturel en mettant en place divers types de politiques de protection de la nature. Les premières actions relevaient plutôt d'une mise sous cloche (parcs nationaux, réserves naturelles...) qui, bien qu'indispensables dans certains secteurs, se sont révélées insuffisantes pour une préservation de l'environnement à plus grande échelle :

- réglementation sévère mal perçue par la population,
- zones non protégées délaissées alors qu'elles présentaient un important intérêt écologique,
- milieux et espèces menacés par l'abandon des activités rurales traditionnelles...

Le contexte socio-économique rural particulier aux pays d'Europe exigeait donc d'intégrer de manière intelligente le facteur humain à la préservation de l'environnement afin de rendre cette dernière plus efficace et plus durable.

Suite à ce constat, l'Union Européenne a souhaité établir une cohérence entre les politiques de protection de la nature de ses états membres. Ceci a abouti à l'adoption en 1992 de la Directive 92/43/CEE dite « Habitats ». Celle-ci vise à assurer le maintien ou le rétablissement des espèces et habitats naturels en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales. Elle contribue donc à l'objectif général de « développement durable » défendu en 1992 lors du sommet international de Rio sur la biodiversité. Quelques années auparavant en 1979 l'Europe avait déjà adopté une directive participant à l'effort de préservation des oiseaux par la prise en compte de l'habitat naturel et de la dynamique des populations de ces derniers. Il s'agissait de la Directive 79/409/CEE dite « Oiseaux ». Ces deux directives « Oiseaux » et « Habitats » sont à l'origine du programme Natura 2000.

L'objectif final de la démarche européenne est la création d'un réseau d'espaces naturels gérés en vue de préserver les habitats naturels et les espèces animales et végétales reconnues d'importance communautaire. Ces derniers font l'objet de listes qui forment les annexes des deux directives. Ce sont ces habitats et ces espèces que l'on cherche à sauvegarder ou à restaurer. Un inventaire coordonné par le Muséum National d'Histoire Naturelle a permis l'identification de tels habitats et espèces sur le territoire, ce qui a conduit à définir des périmètres de sites proposés par les Etats à l'Europe. Sur l'ensemble du territoire de l'Union Européenne, dès 2004, les Zones Spéciales de Conservation issues de la Directive « Habitats » de 1992, ajoutées aux Zones de Protection Spéciale découlant de la Directive « Oiseaux » de 1979, constitueront le réseau Natura 2000.

Les deux directives donnent une obligation de résultats à la France vis-à-vis de l'Europe, mais l'Union Européenne laisse le choix des moyens aux états membres. La France a donc opté pour une démarche de concertation.

Le document d'objectifs est le fruit d'une réflexion consensuelle entre les différents acteurs impliqués dans le projet et réunis pour ce faire au sein d'un Comité de pilotage (représentants de l'Etat, élus, collectivités territoriales, organismes socioprofessionnels, propriétaires...). Ce comité de pilotage, présidé par le Préfet, valide le document final.

Un opérateur local est désigné par le Préfet de région pour mener à bien la concertation et la rédaction de ce document d'objectifs. Pour le site « Forêt d'Eawy », qui est exclusivement constitué de forêt domaniale, c'est l'Office National des Forêts qui a été choisi.

Le document d'objectifs, propre à chaque site Natura 2000, présente un bilan écologique mais aussi socio-écologique du territoire concerné. Sur ce constat, il s'attache à analyser l'état de conservation du milieu et à définir des objectifs de conservation, les moyens pour y parvenir et les coûts des mesures

envisagées. Il permet également de mettre en cohérence l'ensemble des moyens existants (réglementaires ou contractuels, ces derniers étant privilégiés avant tout).

L'objectif est de mettre face à face les exigences écologiques à respecter pour préserver les habitats et espèces naturelles des directives, et les exigences socio-économiques conditionnant le maintien des activités en place. A partir de là, il s'agit de fixer, avec les acteurs locaux et à partir de la précédente analyse, la règle du jeu pour une bonne gestion du site respectant l'ensemble de ces exigences, et de définir quelles actions sont acceptables ou pas au regard des enjeux qui ressortent.

1. Présentation générale du site Forêt d'Eawy

1.1. Présentation géographique

1.1.1. Localisation

Cf. annexe 1 : carte de localisation de la zone d'étude

La Forêt d'Eawy présente deux zones Natura 2000 distinctes. Pour faciliter la gestion future, les contours des zones suivent le parcellaire forestier.

Les communes concernées par la partie forestière du site sont les suivantes :

Zones	Communes	Parcelles forestières concernées	Surface (ha)
1	Freulleville	33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 47, 52, 54, 55, 58, 60, 61, 63	305
2	Rosay Saint-Saens	276, 277, 278, 283, 284, 285, 286, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 297, 298, 299, 300, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313	387

Surface totale des zones : 692 ha

1.1.2. Contexte climatique

Les données ont été fournies par Météofrance et sont issues des stations météorologiques d'Auffay (station pluviothermométrique) et d'Ardouval (pluviométrique).

Le climat est tempéré océanique avec peu d'écarts de température et des pluies fréquentes tout au long de l'année et assez bien réparties :

- une pluviométrie moyenne annuelle abondante avec un fort taux d'humidité : une moyenne de 960 mm de 1970 à 2003, plus de 1000 mm de 1985 à 2003. ;
- des températures douces à faibles amplitudes saisonnières : 10,3°C.

1.1.3. Contexte géologique

(D'après la carte géologique au 1/50 000 de Londinières XX-9)

Le plateau d'Eawy se situe à l'ouest de l'anticlinal du Pays de Bray et de la cuesta qui la borde. Sa morphologie a été marquée par la tectonique (formation de l'anticlinal à la fin du crétacé), puis par l'érosion (altération des reliefs crayeux sous climat chaud) et la karstification (fin du pliocène). Au cours du quaternaire, les vallées se creusent et les plateaux se recouvrent de limons éoliens. La forêt repose sur des assises crayeuses du crétacé supérieur, recouvertes de formations superficielles.

Zone 1 : Massif du Croc

Le plateau est essentiellement constitué d'argile à silex (formation argilo-sableuse /RS) parfois recouvert de limon (complexe des limons /LP), ce qui donne un sol frais et fertile, reposant sur une assise crayeuse du turonien peu argileuse de nature variable : craie gris blanchâtre à silex rares /C3b. On peut trouver localement des sables et grès /E2 où s'observent des vestiges de sablières.

Sur la pente, on rencontre la craie /C3c affleurant sur les versants, si elle n'est pas recouverte de formations à forte charge en silex.

Zone 2 :

Le plateau est constitué d'argile à silex. Les fonds de vallon sont composés de colluvions /CF de fond de vallon sec, constitués de limons bruns altérés, parfois caillouteux à silex brisés, reposent sur des craies blanches à silex du coniacien /C4. On peut retrouver localement des dépôts tertiaires : des sédiments /E3-4 constitués de sables quartzeux, d'argiles de teintes variables et de galets de silex noir abondants.

1.1.4. *Nature du foncier*

Le foncier du site Natura 2000 appartient au domaine privé de l'Etat. La gestion confiée à l'ONF.

1.1.5. *Mesures réglementaires, de protection, inventaires et concessions*

A noter la présence d'un ancien dépôt de munition à l'angle des parcelles 282, 283, 288 et 289.

Les parcelles 276, 283, 289 et 294 comportent des peuplements classés (en cours de mise à jour).

Tout le massif du Croc et les parcelles 285, 293, 294, 309, 311, 312 et 313 sont concernées par les ZNIEFF (type 1) de deuxième génération. L'ensemble de la forêt d'Eawy est en ZNIEFF de type 2 (première génération).

Il n'y a pas de concession sur les deux zones du site Natura 2000 de la Forêt d'Eawy.

1.2. Etat de référence de la partie forêt du site « Forêt d'Eawy »

1.2.1. *Description des peuplements*

La description des peuplements, qui permet de caractériser à un instant donné le milieu forestier, donne pour chaque unité homogène de parcelle les informations suivantes :

- la surface de l'unité homogène ;
- l'âge du peuplement en 2004 ;
- l'origine naturelle ou artificielle des peuplements (en 10^e) ;
- la structure du peuplement ;
 - F : futaie régulière ; I : futaie irrégulière ; R : espaces non boisés à boiser ou à reboiser ; T : taillis simple ; X : surfaces boisées hors sylviculture ; V : espaces non boisables hors sylvicultures]
- la composition en essence (en 10^e) ;
 - [Hêtre (HET), Chêne sessile (CHS), Châtaignier (CHT), Chêne rouge (CHR), Bouleau (BOU), Frêne (FRE), Erable sycomore (ERS), Pin sylvestre (P.S), Douglas (DOU), Mélèze (MEL), Sapin pectiné (SP), Epicéa commun (EPC)]
- le diamètre moyen ;
- la surface terrière ;
- la densité (nombre de tiges à l'hectare) ;
- Etat de la végétation
 - [BV : bien venant ; M : moyen]
- La consistance du peuplement ;
 - C : complet
 - CLA : clair
 - CL : clairié
 - D : dense
- La qualité du bois

- la présence de végétation accompagnatrice et son abondance :
 - 0 = nulle,
 - 1 = disséminée,
 - 2 = assez abondante,
 - 3 = abondante ;
 - [RON : Ronce ; HOU : Houx ; FOU : Fougère aigle ; GRA : graminées ; CHF : Chèvrefeuille, BOU : Bouleau ; MOR : morts bois calcicoles ; NOI : Noisetier
- Le sous-étage et son abondance :
 - A = abondant
 - C = complet
 - I = insuffisant
- Nombre de mares forestières dans la parcelle
- Surface des îlots de vieillissement présent dans la parcelle.

Toutes ces informations figurent dans un tableau synthétique par zone.

Cf. Annexe 3 : description des peuplements

1.2.2. Inventaire des habitats et état de conservation

Cf. Annexe 2 : cartographie des habitats forestiers

■ **Méthodologie**

Le guide « Gestion forestière et diversité biologique, identification et gestion intégrée des habitats et espèces d'intérêt communautaire (Rameau J.C..., 2000), » a permis la détermination des habitats forestiers et leurs variantes. Sur le terrain, les habitats forestiers sont déterminés à l'avancement, systématiquement dans chacune des parcelles.

Les habitats suivants ont été relevés sur le terrain :

- Les hêtraies acidiphiles atlantiques sont ici représentées sous la forme d'une seule variante, la hêtraie acidiphile atlantique à Houx. La présence d'espèces acidiphiles, telles que la Canche flexueuse et la Fougère aigle, d'un sous-étage de Houx et d'un humus de forme dysmoder caractérisent cette variante.
- Les hêtraies, hêtraies - chênaies atlantiques à Asperule odorante et Mélisse uniflore présentent deux variantes :
 - les hêtraies chênaies mésoacidiphiles atlantique à Jacinthe des bois que l'on identifie grâce à la présence de la Jacinthe des bois, le Lierre, le Chèvrefeuille et l'Euphorbe des bois. Dans ce cas, l'humus est un oligomull.
 - les hêtraies chênaies calcicoles atlantiques à Lauréole ; le Polystic à cils raides, la Scolopendre, la Mercuriale et le Lauréole entre autres permettent d'identifier cette variante. L'humus est un mull.

■ **Codification :**

		CODE	
		Natura 2000	Corine Biotope
HABITATS	Hêtraie acidiphile atlantique à Houx	9120	41.12
	Hêtraie chênaie mésoacidiphile atlantique à Jacinthe des bois	9130	41.13
	Hêtraie chênaie calcicole atlantique à Lauréole	9130	41.13

D'après les *Cahiers d'habitats Natura 2000*¹, voici les états de conservation à privilégier et les autres états observables pour chacun des habitats forestiers

Habitats	Etats de conservation à privilégier	Autres états observables
9120 : Hêtraie acidiphile atlantique à Houx	Hêtraie en futaie régulière ou irrégulière, chênaie sessiliflore en futaie régulière ou irrégulière en privilégiant pour les habitats offrant des populations de Houx	Phases pionnières à Bouleau Taillis, taillis sous futaie à base de chênes Taillis dégradés : chênaie – boulaie Plantation
9130 : Hêtraie chênaie mésoacidiphile atlantique à Jacinthe des bois	Futaie de Hêtre ou de Chêne ou mélangées	Taillis sous futaie de Chêne et de Charme Phases pionnières à diverses essences Plantations
9130 : Hêtraie chênaie calcicole atlantique à Lauréole	Futaie mélangée dominée soit par le Hêtre soit par le Chêne sessile	Taillis sous futaie : chênaie sessiliflore à Charme, chênaie pédonculée à Charme Taillis de Charme Phases pionnières à essences nomades Plantations

- Surface des différents habitats répertoriés :

HABITATS	Zone 1	Zone 2
9120 : Hêtraie acidiphile atlantique à Houx	297,77	3,97
9130 : Hêtraie chênaie mésoacidiphile atlantique à Jacinthe des bois	7,23	379,38
9130 : Hêtraie chênaie calcicole atlantique à Lauréole		3,65
Total (ha)	305	387

- Etat de conservation des habitats :

La gestion sylvicole pratiquée sur le site est compatible avec le maintien des habitats et des espèces de la directive. Les différents habitats présents sont en bon état de conservation, au regard des recommandations des *Cahiers des Habitats*.

1.2.3. Inventaire floristique

L'inventaire floristique a été réalisé en plein sur l'ensemble des parcelles forestières du site « Forêt d'Eawy » pendant la période de végétation de 2004.

Aucune espèce floristique relevée ne figure dans l'annexe II de la Directive « Habitats ». Cependant, dans le cadre général de préservation de la biodiversité, et en conformité avec cette directive, il est nécessaire de prendre en compte les éléments présentant un intérêt patrimonial fort.

Pour chaque parcelle, un relevé d'espèces floristiques a été établi. Dans le tableau suivant, les espèces présentant un intérêt patrimonial ont été relevées pour chacune des 2 zones. Sont notées également le degré de rareté², le niveau de protection le cas échéant et la zone où a été repérée l'espèce.

¹ *Cahiers d'habitats Natura 2000* ; Tome 1 Habitats forestiers Vol1 ; Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ; 2001 ; 339 p.

² D'après le Collectif Botanique de Haute-Normandie ; *Inventaire de la flore vasculaire de Haute-Normandie (Ptéridophytes et Spermaphytes) : raretés, protections, menaces et statuts* ; mai 2000.

Les espèces sont données dans l'ordre décroissant de degré de rareté.

Légende :	
■	Rareté en Haute-Normandie
E : exceptionnel	PC : peu commun
RR : très rare	AC : assez commun
R : rare	C : commun
AR : assez rare	CC : très commun
■ Menace	
EX ? : présumé éteint	CD : dépend des mesures de conservation
EW ? : présumé éteint à l'état sauvage	NT : quasi menacé
CR : gravement menacé d'extinction	LC : préoccupation mineure
EN : menacé d'extinction	DD : insuffisamment documenté
VU : vulnérable	NE : non évalué
LR : à faible risque	
■ Protection régionale	
R1 : taxon protégé au titre de l'arrêté du 03/04/1990	

Taxon	Nom vernaculaire	Rareté	Menace	Protection	1	2
<i>Prunus serotina</i>	Prunier tardif	E	H		X	
<i>Bromus r-benekenii</i>	Brome de Beneken	RR	VU			X
<i>Gymnocarpium dryopteris</i>	Gymnocarpion du chêne	RR	EN	R1		X
<i>Luzula multiflora subsp congesta</i>	Luzule ramassée	RR	VU		X	
<i>Phegopteris connectilis</i>	Phégoptéride polypode	RR	EN	R1		X
<i>Alchemilla xanthochlora</i>	Alchémille vert jaunâtre	R	NT			X
<i>Arctium pubens</i>	Bardanne duveteuse	R	DD		X	
<i>Cephalanthera longiflora</i>	Céphalanthère à longues feuilles	R	VU		X	
<i>Epilobium roseum</i>	Epilobe rosé	R	DD		X	X
<i>Hordelymus europaeus</i>	Orge des bois	R	CR			X
<i>Oreopteris limbosperma</i>	Fougère des montagnes	R	VU	R1	X	X
<i>Actaea spicata</i>	Actée en épi	AR	NT	R1		X
<i>Agrostis canina</i>	Agrostide des chiens	AR	DD		X	
<i>Atropa bella-donna</i>	Belladone	AR	LC		X	X
<i>Carex ovalis</i>	Laïche des lièvres	AR	LC		X	
<i>Carex pallescens</i>	Laïche pâle	AR	AR		X	
<i>Carex strigosa</i>	Laïche maigre	AR	LC		X	X
<i>Cephalanthera damasonium</i>	Céphalanthère à grandes fleurs	AR	NT		X	
<i>Chrysosplenium oppositifolium</i>	Dorine à feuilles opposées	AR	NT		X	X
<i>Danthonia decumbens</i>	Danthonie décombante	AR	NT		X	
<i>Hieracium laevigatum</i>	Epervière lisse	AR	DD		X	
<i>Hypericum androsaemum</i>	Androsème	AR	NT		X	X
<i>Lathyrus linifolius</i>	Gesse des montagnes	AR	LC			X
<i>Neottia nidus-avis</i>	Néottie nid d'oiseau	AR	LC		X	
<i>Polystichum aculeatum</i>	Polystic à aiguillons	AR	LC			X
<i>Stachys palustris</i>	Epière des marais	AR	DD		X	X
<i>Acer platanoides</i>	Erable plane	PC	LC			X
<i>Arctium nemorosum</i>	Bardanne des bois	PC	DD		X	X
<i>Blechnum spicant</i>	Blechnum en épi	PC	LC		X	X
<i>Bromus ramosus</i>	Brome rude	PC	LC			X
<i>Campanula trachelium</i>	Campanule gantelée	PC	LC			X

<i>Cardamine flexuosa</i>	Cardamine flexueuse	PC	DD		X	X
<i>Cirsium oleraceum</i>	Cirse maraîcher	PC	LC		X	X
<i>Digitalis lutea</i>	Digitale jaune	PC	LC			X
<i>Dryopteris affinis</i>		PC	LC		X	X
<i>Epipactis helleborine</i>	Epipactis à larges feuilles	PC	CR	R1		X
<i>Festuca gigantea</i>	Fétuque géante	PC	LC		X	X
<i>Festuca rubra subsp commutata</i>	Fétuque variable		NE			X
<i>Frangula alnus</i>	Bourdaine	PC	LC		X	
<i>Hypericum dubium</i>	Millepertuis anguleux	PC	DD		X	X
<i>Hypericum tetrapterum</i>	Millepertuis à quatre ailes	PC	LC		X	X
<i>Juncus articulatus</i>	Jonc articulé	PC	LC		X	
<i>Juncus conglomeratus</i>	Jonc aggloméré	PC	LC		X	X
<i>Luzula multiflora subsp. multiflora</i>	Luzule multiflore	PC	LC		X	X
<i>Lysimachia nemorum</i>	Lysimaque des bois	PC	LC		X	X
<i>Lysimachia nummularia</i>	Lysimaque nummulaire	PC	LC		X	X
<i>Mentha arvensis</i>	Menthe des champs	PC	LC		X	X
<i>Pimpinella major</i>	Boucage élevé	PC	DD		X	X
<i>Polypodium vulgare</i>	Polypode commun	PC	DD		X	
<i>Polystichum setiferum</i>	Polystic à soies	PC	LC			X
<i>Ribes uva-crispa</i>	Groseillier épineux	PC	LC			X
<i>Rubus idaeus</i>	Ronce framboisier	PC	LC		X	X
<i>Sambucus ebulus</i>	Sureau yèble	PC	LC			X
<i>Sedum telephium</i>	Orpin reprise	PC	LC		X	
<i>Senecio sylvaticus</i>	Séneçon des forêts	PC	PC		X	
<i>Stachys alpina</i>	Epiaire des Alpes	PC	LC		X	
<i>Stellaria alsine</i>	Stellaire des fanges	PC	LC		X	X
<i>Vaccinium myrtillus</i>	Myrtille	PC	LC		X	
<i>Veronica montana</i>	Véronique des montagnes	PC	PC		X	X
<i>Vincetoxicum hirundinaria</i>	Dompte venin officinal	PC	LC			X

1.2.4. Espèces faunistiques d'intérêt communautaire

Ces espèces sont présentes dans les milieux forestiers. Elles n'ont fait l'objet d'aucune étude naturaliste particulière mais les informations qui suivent permettront de mieux appréhender les conseils de gestion qui seront exposés dans la suite du document en faveur de ces espèces.

■ Le Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*)

Cet insecte est le plus grand coléoptère d'Europe. Le mâle se différencie de la femelle par des mandibules très développées à l'extrémité généralement bifides. Le Lucane cerf-volant vit le plus souvent sur les troncs et les branches de Chêne. Les larves, dont le développement dure de 4 à 5 ans, se développent le plus fréquemment dans les cavités et les souches de Chêne. On peut également les rencontrer dans le bois partiellement décomposé de la plupart des essences caducifoliées, très rarement de résineux.

■ Le Grand Capricorne (*Cerambyx cerdo*)

C'est l'un des plus grands cérambycides de France. Les adultes ont leur taille qui varie entre 24 et 55 mm. Le corps est de couleur noire brillante avec l'extrémité des élytres brun-rouge. Les antennes sont bien plus longues chez les mâles, dépassant de 3 ou 4 articles l'extrémité de l'abdomen. Les larves se développent sur les chênes. Elles consomment le bois sénescant et dépérissant. Les adultes s'alimentent de fruits mûrs ou de sève au niveau de blessures fraîches. Cette espèce est très commune dans le sud de la France. Elle se raréfie au fur et à mesure que l'on remonte vers le nord.

1.2.5. Pratiques sylvicoles

L'ensemble des pratiques sylvicoles a été synthétisé, avec pour chacune d'entre elles une définition permettant de clarifier les termes ou le contexte de réalisation. Nous noterons que toutes ces pratiques ne sont pas employées couramment.

Les **plantations** permettent la création d'un reboisement complet (par exemple pour reconstituer un peuplement feuillu après enrésinement) mais peuvent également assister une régénération naturelle par **l'introduction d'essences**. Elles permettent d'apporter de la diversité dans un peuplement pur.

La réalisation de **coupes de régénération** consiste à enlever de manière étalée dans le temps des arbres, dans un peuplement que l'on veut régénérer, afin de provoquer l'apparition d'une régénération naturelle ou de favoriser celle déjà présente. Elles se réalisent en plusieurs étapes :

- les **coupes de pré-ensemencement**, pour provoquer l'apparition de semis en réduisant le couvert ;
- les **coupes secondaires**, pour favoriser les semis déjà installés,
- les **coupes définitives**, pour dégager complètement les semis acquis de ce qui reste du vieux peuplement.

Les coupes définitives n'ont lieu que lorsque la relève est déjà assurée.

L'enlèvement de la totalité des arbres d'un peuplement, en une seule fois, sans semis au sol est une **coupe rase**. Elle précède la plantation. Cette pratique est rare car la régénération naturelle est toujours recherchée. Elle peut cependant avoir lieu sur des coupons et non des parcelles entières, notamment sur peuplement résineux que l'on souhaite modifier en peuplement feuillu.

Les **coupes d'amélioration** ont pour but d'assurer le dosage des essences en mélange, de préserver le bon état sanitaire et de réduire la densité d'un peuplement non arrivé à maturité en vue d'améliorer la croissance et la forme des arbres restants.

Les cloisonnements résultent d'une opération sylvicole consistant à ouvrir des bandes dans le peuplement pour faciliter la circulation des ouvriers sylviculteurs (**cloisonnements sylvicoles**, mis en place pour les 20 premières années de la vie du peuplement) ou des engins utilisés pour la récolte des bois (**cloisonnements d'exploitation**, leur durée de vie est celle du peuplement). Ils diminuent la surface du peuplement à travailler et limitent le tassement du sol.

Les **travaux préparatoires à la régénération** font référence aux travaux réalisés afin d'améliorer la régénération naturelle ; il s'agit des travaux du sol (sous-solage, labour, crochetage) et du peignage de la ronce essentiellement. Le sous-solage et le labour sont des opérations qui n'ont jamais été généralisées et qui ne sont pas encouragées. Le crochetage est un griffage superficiel du sol qui permet à l'humus de mieux se dégrader et à la graine d'être mise au contact du sol et de pouvoir germer. Cette opération est couramment réalisée en forêt.

Le **dégagement** est une opération culturale qui a pour but de supprimer ou d'affaiblir toute végétation susceptible de gêner le développement de semis ou de jeunes plants d'essences à conserver.

L'ensemble des opérations d'amélioration réalisées dans les peuplements aux stades gaulis et bas perchis constituent le **nettoiemnt** ; il s'agit d'éliminer des sujets de mauvaises formes et d'essences non souhaitables.

Le **dépressage** est une opération culturale ayant pour but de réduire la densité des semis ou des plants des essences objectif (essence désignée pour rester ou devenir, à terme, l'essence principale) pour favoriser la croissance du jeune peuplement.

Le **débardage** consiste à amener les bois du point de chute jusqu'à un emplacement de stockage ou de chargement.

Les **aires de dépôt et de retournement** sont mises en place de façon définitive. Elles ont deux missions à remplir : permettre le stockage des bois et les manœuvres des camions.

Les **traitements agropharmaceutiques** homologués « forêt » sont utilisés localement afin d'obtenir une régénération naturelle et sont dirigés contre la Fougère aigle essentiellement. Ils sont également utilisés dans la lutte contre les ravageurs.

Les **travaux DFCI** (défense contre les incendies) sont l'ensemble des mesures prises dans des cas particuliers de peuplements sensibles aux incendies de forêt pour l'aménagement et l'équipement des massifs forestiers.

La **taille de formation** consiste à éliminer une ou plusieurs branches de la tige d'un jeune arbre susceptibles de provoquer un gros nœud ou un angle dans la rectitude du fût. L'enlèvement de toutes les branches basses d'un arbre dans le but d'augmenter la qualité du bois s'appelle l'**élagage**.

Les **protections contre le gibier** se présentent sous deux formes, soit individuelles sous forme de manchon, soit collectives sous forme d'enclos, et permettent de préserver les jeunes plants et les semis de l'abrutissement par le gibier.

L'**épandage de boues** n'est pas une pratique forestière courante, mais il est possible que dans l'avenir cette problématique se pose à la forêt ; il s'agit du déversement dans les parcelles de résidus issus soit de stations d'épuration, soit d'industries (papeterie par exemple).

1.2.6. Inventaire des autres activités humaines

D'autres pratiques ont été listées : il s'agit des activités récréatives, des aménagements et d'autres comme les recherches géologiques ou les activités pédagogiques.

Si la promenade (au sens large : randonnée, balade,...) reste de loin la pratique la plus courante, les cueillettes tiennent une assez grande place dans les activités des usagers : elles concernent en premier lieu les champignons, mais aussi les fleurs sauvages et fruits (buis, houx, jacinthe, mûre, myrtille, châtaigne) et les escargots.

Les pratiques plus récentes, en augmentation, concernent le VTT, le footing, les promenades équestres.

1.2.7. Impacts des pratiques sylvicoles et des activités humaines

Le tableau suivant reprend l'ensemble des activités pratiquées ou pouvant se pratiquer sur le site forestier. Pour chacune d'entre elle, son impact sur la conservation de l'habitat forestier est précisé.

Il a été discuté et validé lors d'une commission forêt, pour l'établissement du document d'objectifs du site « Boucle de la Seine Aval ».

ACTIVITES	Action sur la conservation de l'habitat forestier			
	Favorable	Pas d'influence	Défavorable	Commentaires
1. TRAVAUX SYLVICOLES				
Introduction d'essences indigènes adaptées à la station	X			
Introduction d'autres essences			X	
Travail pour la mise en place des plants		X		
Coupes de pré ensemencement		X		
Coupes secondaires		X		
Coupes définitives		X		
Coupes rases			X	
Coupes d'amélioration y compris sanitaires	X			
Cloisonnement d'exploitation		X		
Cloisonnement sylvicole		X		
Travaux préparatoires à la régénération		X		
Dégagement	X			
Nettoisement	X			
Dépressage	X			
Débardage		X		
Aires de dépôt et de retournement			X	
Traitements agropharmaceutiques		X		Limités
Travaux DFCI		X		
Taille de formation, élagage		X		
Protections contre le gibier		X		
Epandage de boues			X	
2. TRANSPORT ET COMMUNICATION				
Routes, autoroutes			X	
Voies ferrées			X	
Sentiers, pistes		X		
Chemins, routes forestières			X	
Lignes électriques			X	
Lignes téléphoniques			X	
Autres voies et réseaux			X	
Pylônes			X	
Canalisation			X	
Assainissement de bord de route		X		
3. ACTIVITES RECREATIVES				
Chasse	X			
Pratiques cynégétiques non conformes à la charte départementale de gestion cynégétique			X	
Lâcher d'animaux exotiques			X	
Sports motorisés			X	
VTT (hors piste)			X	
Pratique du vélo		X		
Chasse photographique		X		
Randonnée équestre ³			X	Sur les sentiers existants
Randonnée pédestre		X		
Ramassage, cueillette		X	X	En fonction de l'intensité
Camping, caravanning			X	
Compétitions			X	
Menus produits		X	X	En fonction de l'intensité
Manifestations collectives			X	A voir au cas par cas
4. AMENAGEMENT				
Golf			X	Sans objet aujourd'hui
Stades, terrains de sports			X	Sans objet aujourd'hui
Centre de loisirs			X	Sans objet aujourd'hui
Centre de découverte			X	Sans objet aujourd'hui
Circuits véhicules terrestres à moteur			X	Sans objet aujourd'hui
Parking			X	Sans objet aujourd'hui
Décharges, dépôts, entreposage			X	Sans objet aujourd'hui
Constructions diverses			X	Sans objet aujourd'hui
5. AUTRES ACTIVITES				
Activités minières et d'extraction			X	Sans objet aujourd'hui
Activités pétrolières			X	Sans objet aujourd'hui
Activités militaires		X		A voir au cas par cas
Activités de recherche		X		A voir au cas par cas
Recherches géologiques			X	Sans objet aujourd'hui
Fouilles archéologiques			X	
Activités pédagogiques		X		A voir au cas par cas

³ C'est la rémanence des traitements sanitaires appliqués aux chevaux qui est ici incriminée

2. Objectifs de développement durable du site « Forêt d'Eawy »

2.1. Objectifs de la Directive « Habitats »

La directive du Conseil du 21 mai 1992 (92/43/CEE) concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages, stipule article 2, que :

- La présente directive a pour objet de contribuer à assurer la biodiversité par la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages sur le territoire européen des Etats membres où le traité s'applique ;
- Les mesures prises en vertu de la présente directive visent à assurer le maintien ou le rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire.
- Les mesures prises en vertu de la présente directive tiennent compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales.

2.2. Déclinaison locale des objectifs pour le milieu forestier

Chaque habitat forestier est soumis à des pratiques de gestion qui conduisent à des modifications spatio-temporelles permanentes. Dans le site Natura 2000, on ne cherchera pas à assurer la stabilité des écosystèmes forestiers à la parcelle mais à faire en sorte que les écosystèmes se maintiennent et que les habitats aient la possibilité de revenir à l'état d'équilibre initial. Les objectifs pour ces habitats sont les suivants :

1. Stabilité ou extension de l'aire de répartition de l'habitat,
2. Existence et maintien de la structure nécessaire au maintien à long terme de l'habitat,
3. Existence et maintien des fonctions nécessaires au maintien à long terme de l'habitat,
4. Etat favorable des espèces typiques de l'habitat.

Un cinquième critère peut être ajouté. Il s'agit de la notion de naturalité, qui peut être estimée en fonction de l'influence des activités humaines sur l'évolution du système considéré. En effet les sites retenus ne comportent pas que des habitats d'un degré de naturalité élevé et il semblerait possible, au cours du temps, d'améliorer cet état de fait.

2.3. Déclinaison locale des objectifs par espèce

Les actions de conservation qui vont être proposées concernent le maintien ou la restauration d'habitats favorables à la croissance, au développement et à la reproduction de l'espèce.

2.4. Stratégie d'action

Les objectifs et les suivis fixés dans le chapitre précédent sont donnés sur les six premières années de validité du présent document, au terme desquelles, une évaluation permettra de définir la pertinence des orientations et de prévoir des réajustements.

L'enjeu consiste à maintenir dans un état de conservation favorable les habitats forestiers ;

La mise en œuvre des mesures proposées n'a aucun caractère obligatoire. Cependant, elles seront encouragées financièrement.

Mais pour donner vie à ce document d'objectif et voir mettre en place les mesures sur le terrain, une phase d'animation est nécessaire afin d'expliquer et de convaincre les acteurs locaux du bien fondé de cette directive et de sa mise en œuvre.

3. Proposition de mesures permettant d'atteindre les objectifs de développement durable

3.1. Cadre juridique de la mise en œuvre de Natura 2000

« La mise en place de Natura 2000 en France ne fait pas l'objet d'une nouvelle réglementation au sens propre du terme. Elle s'appuie simplement sur les textes existant déjà dans le cadre des différents Codes en vigueur, renforce la vigilance quant à l'application de ces derniers sur les sites Natura 2000. En outre elle crée un outil contractuel visant le développement de pratiques de gestion optimales d'un point de vue écologique en tenant compte le cas échéant des contraintes socio-économiques.

A ce propos, la circulaire n°162 du 3 mai 2002 (gestion contractuelle des sites Natura 2000 en application des articles R 214-23 à R 214-33 du Code rural) rappelle que « conformément aux orientations par l'Etat français dans son application des directives Habitats et Oiseaux, la priorité sera donnée aux mesures de nature contractuelle » par rapport aux mesures de nature administrative ou réglementaire, sans les exclure toutefois. C'est dans cet esprit que le document rappelle les réglementations existantes dont le respect est un préalable obligatoire et qu'il propose des mesures contractuelles positives. Il est ainsi fait le pari qu'impliquer un surcroît de réglementation ne se justifie pas *a priori*. L'évaluation de l'état de conservation des habitats et espèces qui sera faite au terme des six années confirmera la justesse de ce pari.

Les principaux codes en vigueur qui peuvent être pris comme référence dans le cadre de la mise en œuvre de Natura 2000 sont les suivants (liste non exhaustive) : codes de l'environnement, de l'urbanisme, rural et forestier. Ces codes rassemblent les textes législatifs et réglementaires dont le respect rigoureux est indispensable pour assurer *a minima* la conservation des habitats naturels et des espèces du site Natura 2000 (loi sur l'eau, loi 4x4, loi sur le bruit, loi sur les déchets, loi paysage, loi sur la protection de la nature, loi 1930 sur les sites inscrits et classés, loi sur les installations classées, loi pour la solidarité et le renouvellement urbain etc, et leurs décrets d'application).

Le décret n°2001-1216 du 20 décembre 2001 relatif à la gestion des sites Natura 2000 et modifiant le Code rural, et notamment les articles R 214-34 à R 214-39, fait appel à de nombreux textes parmi ceux cités précédemment. Il prévoit que les programmes ou projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagement mentionnés à l'article L 414-4 du Code de l'Environnement font l'objet d'une évaluation de leurs incidences éventuelles au regard des objectifs de conservation des sites Natura 2000 qu'ils sont susceptibles d'affecter de façon notable ; les travaux, ouvrages ou aménagements prévus par les contrats Natura 2000 sont dispensés de la procédure d'évaluation d'incidence. » ⁴

3.2. Mesures nécessaires pour la mise en œuvre de Natura 2000 dans les milieux forestiers

➤ Hêtraies à Houx (9120)

- *Divers états de l'habitat, choix des états à privilégier*

Futaie régulière ou irrégulière.

Hêtraie - chênaie sessiliflore en futaie régulière ou irrégulière, dans les deux cas en privilégiant les habitats offrant des populations de Houx et en favorisant le mélange avec des feuillus divers (Bouleau, Sorbier des oiseleurs, ...).

- *Contraintes et caractères sensibles*

Acidité du sol, sols limoneux sensibles au tassement dans certaines stations.

- *Transformations incompatibles avec la préservation de l'habitat*

⁴ D'après le Document d'objectifs du site Natura 2000 « Boucles de la Seine aval ».

Transformation de peuplements avec des essences autres que celles du cortège de l'habitat (ex : plantation monospécifiques en résineux).

- Maintenir et favoriser le mélange des essences spontanées
Pour éviter la monoculture du Hêtre, il est conseillé, en plus des Chênes sessiles, de maintenir la présence de feuillus secondaires (Sorbier des oiseleurs, Bouleau verruqueux) en sous-étage (diversité structurale, effet améliorant du Bouleaux sur le sol). Ce maintien du Chêne et des feuillus divers ne peut se faire qu'avec une sylviculture dynamique, le Hêtre accompagné du Houx ayant tendance à éliminer toute autre essence.
- *Maintenir le sous-bois caractéristique à Houx, en contenant sa progression*
Quand le Houx est présent, les opérations de régénération devront veiller à ne pas entraîner de disparition irréversible de l'espèce : la mise en régénération pourra nécessiter des coupes ou débroussailllements localisés mais on évitera le recours à l'arasement ou à la dévitalisation.
- *Régénération naturelle à privilégier*
On profitera au maximum de la régénération naturelle, en limitant les effectifs des cervidés pour obtenir dans chaque secteur un équilibre sylvo-cynégétique.
- *Adapter les opérations de gestion courante*
Les dégagements seront de préférence mécaniques ou manuels ; l'utilisation de produits agropharmaceutiques est à limiter aux cas critiques (développement herbacé trop concurrentiel et empêchant une régénération naturelle ou une croissance satisfaisante des plants).
Les éclaircies-coupes seront faites à des périodicités adaptées de manière à obtenir un éclaircissement optimal au sol, permettre une bonne croissance du peuplement, une bonne qualité technologique des produits et le développement de la flore associée.
- *Etre attentif à la fragilité des sols*
Le placage limoneux rendant les sols très sensibles au tassement, privilégier le cloisonnement d'exploitation, en particulier sur les sols à tendance hydromorphe.
Eviter les découverts trop importants risquant d'entraîner des remontées de nappe par déficit d'évapotranspiration.
- *Maintien d'arbres morts tombés au sol*
- *Maintien d'arbres secs et creux sur pied*
- Hêtraies à Jacinthe et à Lauréole (9130)
 - *Divers états de l'habitat, choix des états à privilégier*
Futaies de Hêtre ou de Chêne ou mélangées.
Adapter les modes de coupe à la régénération naturelle de l'habitat , qui doit être privilégiée.
 - *Contraintes et caractères sensibles*
Versants à forte pente,
Sols limoneux sensibles au tassement dans certaines stations.
 - *Transformations incompatibles avec la préservation de l'habitat*
Transformation de peuplements avec des essences autres que celles du cortège de l'habitat (ex : plantation monospécifiques en résineux).
 - *Maintenir et favoriser le mélange des essences spontanées*

Hêtre, Chêne sessile, Chêne pédonculé, Erable, Frêne, Merisier, Bouleau, le Hêtre étant en général très dominant voire monospécifique.

- *Maintenir et favoriser la strate arbustive spontanée*
Noisetier, Charme, Houx, Cornouillers...
- *Régénération naturelle à privilégier*
On profitera au maximum de la régénération naturelle, en limitant les effectifs des cervidés pour obtenir dans chaque secteur un équilibre sylvo-cynégétique.
Si une plantation s'avère nécessaire (qualité, densité, diversité spécifique peu exprimée), on utilisera des plants caractéristiques de l'habitat et associés à la station.
- *Adapter les opérations de gestion courante*
Les dégagements seront de préférence mécaniques ou manuels ; l'utilisation de produits agropharmaceutiques est à limiter aux cas critiques (développement herbacé trop concurrentiel et empêchant une régénération naturelle ou une croissance satisfaisante des plants).
Les éclaircies-coupes seront faites à des périodicités adaptées de manière à obtenir un éclaircissement optimal au sol, permettre une bonne croissance du peuplement, une bonne qualité technologique des produits et le développement de la flore associée.
- *Etre attentif à la fragilité des sols*
Le placage limoneux rendant les sols très sensibles au tassement, privilégier le cloisonnement d'exploitation, en particulier sur les sols à tendance hydromorphe.
Eviter les découverts trop importants risquant d'entraîner des remontées de nappe par déficit d'évapotranspiration.
- *Maintien d'arbres morts tombés au sol*
- *Maintien d'arbres secs et creux sur pied*

Dans cette grille de synthèse, les travaux sylvicoles et les autres activités se répartissent en 4 catégories, en fonction de leur impact sur l'état de conservation de l'habitat :

ACTIVITES	Autorisées dans les règles de l'art	Dans certaines conditions	Avec autorisation ⁵	Interdites	Commentaires
1. TRAVAUX SYLVICOLES					
Introduction d'essences indigènes adaptées à la station	X				En complément des régénérations ou en cas de substitution d'essences
Introduction d'autres essences			X		
Travail pour la mise en place des plants		X			
Coupes de pré ensemencement		X			} Dosage par rapport à la régénération naturelle
Coupes secondaires		X			
Coupes définitives		X			
Coupes rases			X		Selon la surface et le type de peuplement
Coupes d'amélioration y compris sanitaires	X				
Cloisonnement d'exploitation	X				
Cloisonnement sylvicole	X				
Travaux préparatoires à la régénération		X			
Dégagement	X				
Nettoisement	X				
Dépressage	X				
Débardage		X			
Aires de dépôt et de retournement			X		
Traitements agropharmaceutiques		X			Limités
Travaux DFCI	X				Si intégrés à la gestion forestière
Taille de formation, élagage	X				

⁵ autorisation à recevoir de la DIREN

Protections contre le gibier	X				
Epandage de boues				X	
2. TRANSPORT ET COMMUNICATION					
Routes, autoroutes				X	
Voies ferrées				X	
Sentiers, pistes			X		
Chemins, routes forestières			X		
Lignes électriques				X	
Lignes téléphoniques				X	
Autres voies et réseaux				X	
Pylônes				X	
Canalisation				X	
Assainissement de bord de route		X			
3. ACTIVITES RECREATIVES					
Chasse	X				
Pratiques cynégétiques non conformes au schéma départementale de gestion cynégétique				X	
Lâcher d'animaux exotiques				X	
Sports motorisés				X	
VTT (hors piste)				X	
Pratique du vélo		X			Sur les sentiers existants
Chasse photographique	X				
Randonnée équestre		X			Sur les sentiers existants
Randonnée pédestre		X			Sur les sentiers existants
Ramassage, cueillette	X	X	X	X	
Camping, caravanning				X	
Compétitions				X	
Menus produits	X	X	X	X	
Manifestations collectives			X	X	Au cas par cas
4. AMENAGEMENT					
Golf				X	
Stades, terrains de sports				X	
Centre de loisirs				X	
Centre de découverte				X	
Circuits véhicules terrestres à moteur				X	
Aires de stationnement (exploitation, fréquentation et gestion de la forêt)			X		
Aires de stationnement (autres)				X	
Décharges, dépôts, entreposage				X	
Constructions diverses				X	
5. AUTRES ACTIVITES					
Activités minières et d'extraction				X	
Activités pétrolières				X	
Activités militaires			X		
Activités de recherche			X		
Recherches géologiques				X	
Fouilles archéologiques			X		
Activités pédagogiques			X		

Remarque : à noter la présence de *Prunus serotina* sur le massif du Croth. Cette espèce, bien que considérée comme exceptionnelle (par rapport à la fréquence de contact), est invasive. Il est préconisé d'éradiquer cette espèce afin d'éviter son développement sur l'ensemble du massif.

4. Cahier des charges des mesures Natura 2000 pour atteindre les objectifs

4.1. Mesures Natura 2000 proposées

Toutes les mesures concernant les hêtraies à Houx, hêtraies à Jacinthe et hêtraies à Lauréole et qui ont été évoquées dans les chapitres précédents font déjà partie soit de la gestion sylvicole courante (mélange d'essences, cloisonnements sylvicoles et d'exploitation...) soit des préconisations en matière

de biodiversité de l'ONF (maintien d'arbres secs et creux, îlots de vieillissement...). Leur mise en œuvre n'entraînera donc pas de coût supplémentaire.

4.2. Animation

Se reporter au paragraphe 6.1

4.3. Etudes scientifiques

Se reporter au paragraphe 6.2

5. Estimation des coûts pour la réalisation des actions

En conséquence de ce qui figure dans le paragraphe 4.1, la mise en place des mesures Natura 2000 n'engendre pas de surcoût.

6. Procédures d'accompagnement, de suivi et d'évaluation

6.1. Animation pour la mise en œuvre du document d'objectifs

Une animation locale est nécessaire pour mettre en œuvre les actions techniques proposées précédemment. Il s'agit d'informer, de sensibiliser et de motiver les propriétaires et ayants droit susceptibles de bénéficier des contrats Natura 2000.

Dans ce cas précis, il n'y a pas de contrat Natura 2000. Une animation n'est donc pas nécessaire.

6.2. Actions de suivi scientifique

Les actions de suivi scientifiques porteront essentiellement sur les espèces de faune. Elles permettront de connaître l'état des populations des espèces non étudiées encore (Lucane cerf-volant, Grand Capricorne) et de les suivre dans le temps.

6.3. Evaluation

L'article 11 de la Directive Habitats prévoit que « les Etats membres assurent la surveillance de l'état de conservation des espèces et habitats naturels visés à l'article 2, en tenant particulièrement compte des types d'habitats naturels prioritaires et des espèces prioritaires ».

Ces objectifs imposent d'être en mesure :

- de savoir caractériser l'état de conservation des espèces et des habitats,
- de définir ce qu'est un état de conservation favorable,
- d'évaluer périodiquement cet état de conservation, en commençant par l'état initial.

Les cahiers d'habitats fournissent une liste des « états à privilégier » qu'ils distinguent des « autres états observables de l'habitats ». Au travers des « états à privilégier », les cahiers font le constat de la variété des types de traitements compatibles avec les bons états de conservation actuellement observables des habitats forestiers. Il est actuellement admis que les états à privilégier sont des états de conservation favorables.

Le terme « état de référence » est choisi pour qualifier un état de conservation vers lequel on souhaite tendre. On hésite à parler d'état optimal pour des habitats forestiers puisque :

- la dynamique des peuplements confère des physionomies particulières aux divers stades de développement, et que
- l'existence possible de différents traitements dans les états à privilégier peut conduire à des représentations optimales diverses.

Afin d'évaluer les états des habitats forestiers, 5 critères d'évaluation ont été retenus, se déclinant en différents indicateurs pouvant objectivement témoigner de l'efficacité des actions entreprises :

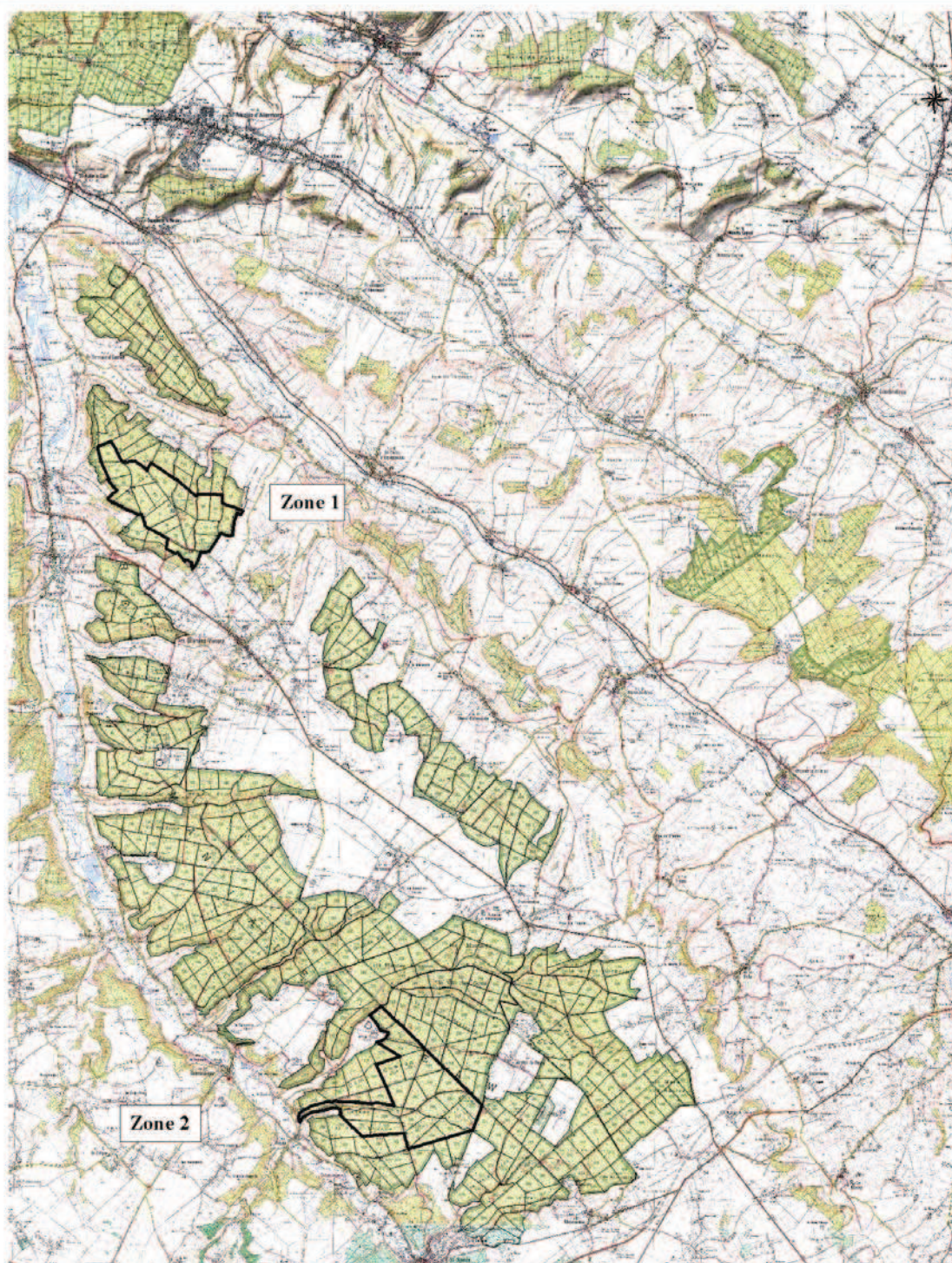
1. Stabilité de l'aire,
2. Structuration de l'habitat,

3. Intégrité de la fonctionnalité,
4. Etat de conservation des espèces typiques
5. Naturalité.

Critères	Indicateurs	Définition	Etat de référence
∂ – STABILITE DE L'AIRe	1 – Surface de l'habitat 2 – Absence de surfréquentation	Surface réelle occupée par l'habitat sur le site Note de présence/absence de surfréquentation sur l'habitat par évaluation à dire d'expert	100 % de la surface (hors « emprises » initiales) Absence
• – STRUCTURATION DE L'HABITAT	3 – Essence prépondérante appartenant au cortège de l'habitat 4 – Traitement favorable 5 – Diversité des stades de développement	Surface dont une ou plusieurs essences prépondérantes correspondent au cortège de l'habitat (annexe 1) Surface de l'habitat dont le type de traitement (structure) est un de ceux définis dans les « états à privilégier » par les cahiers d'habitats (annexe 2) Répartition des surfaces par stade de développement et/ou des classes de diamètre	100 % de la surface 100 % de la surface « équilibre » ou bonne répartition des classes.
\div – INTEGRITE DE LA FONCTIONNALITE	A – Santé/vitalité 7 – Bon état sanitaire B – Diversité biologique 9 – Mélange des essences 10 – Maintien de peuplements en phase de sénescence 11 – Maintien d'arbres morts sur pied 12 – Maintien d'arbres creux ou à cavités 16 – Préservation du Houx : maintien de vieux pieds	Surface des peuplements en bon état sanitaire par évaluation à dire d'expert dans chaque unité de gestion Surface des peuplements dont la composition en % du nombre de tiges d'essences autres que les essences objectif principales est supérieure ou égale à 20 % (annexe 3) Surface des peuplements de diamètre dominant supérieur ou égal à 70 cm et constitués en îlots de vieillissement Nombre d'arbres morts à maintenir sur pied lors des martelages (ou d'opérations volontaires de recensement) de diamètre > 25 cm. Nombre d'arbres creux à maintenir sur pied lors des martelages (ou d'opérations volontaires de recensement) de diamètre > 25 cm. Nombre de bouquets de Houx comportant des pieds de plus de 10 cm de diamètre dans l'habitat 9120	100 % de la surface 100 % de la surface 5 % de la surface [Surface du site exprimé en ha] x 1 [Surface du site exprimée en ha] x 2 [Surface de l'habitat 9120] x 1 exprimée en ha
\equiv - NATURALITE	17 – Indigénat 18 – Régénération naturelle	Surface issue d'essences indigènes et provenances « adaptées » Surface issue de régénération naturelle (ou assistée à l'aide de provenances adaptées)	100 % de la surface 100 % de la surface

Site Natura 2000 : Forêt d'Eawy Plan de situation

Annexe 1

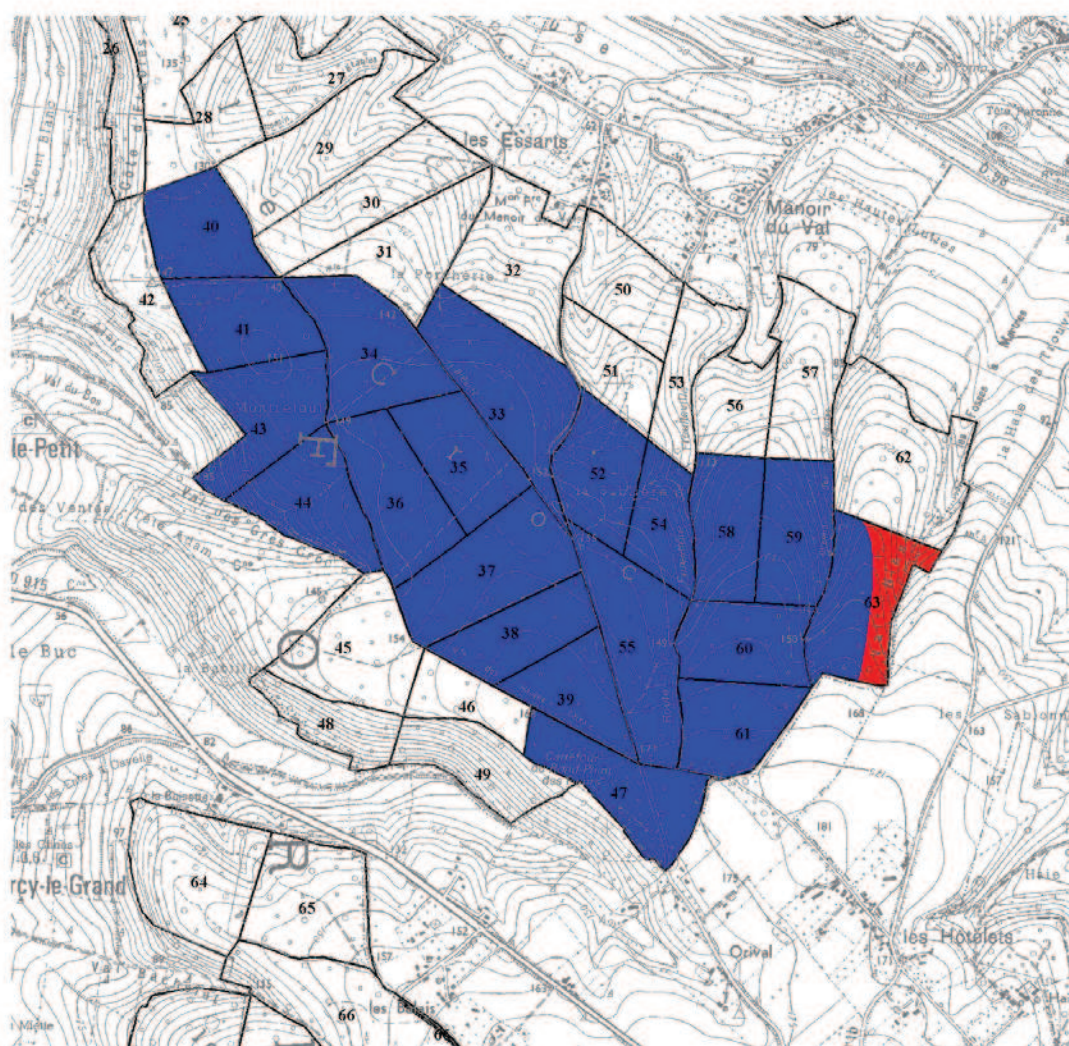


1:75000

SCAN2500@IGN1999




Site Natura 2000 : Forêt d'Eawy Zone 1 Cartographie des habitats

Annexe 2



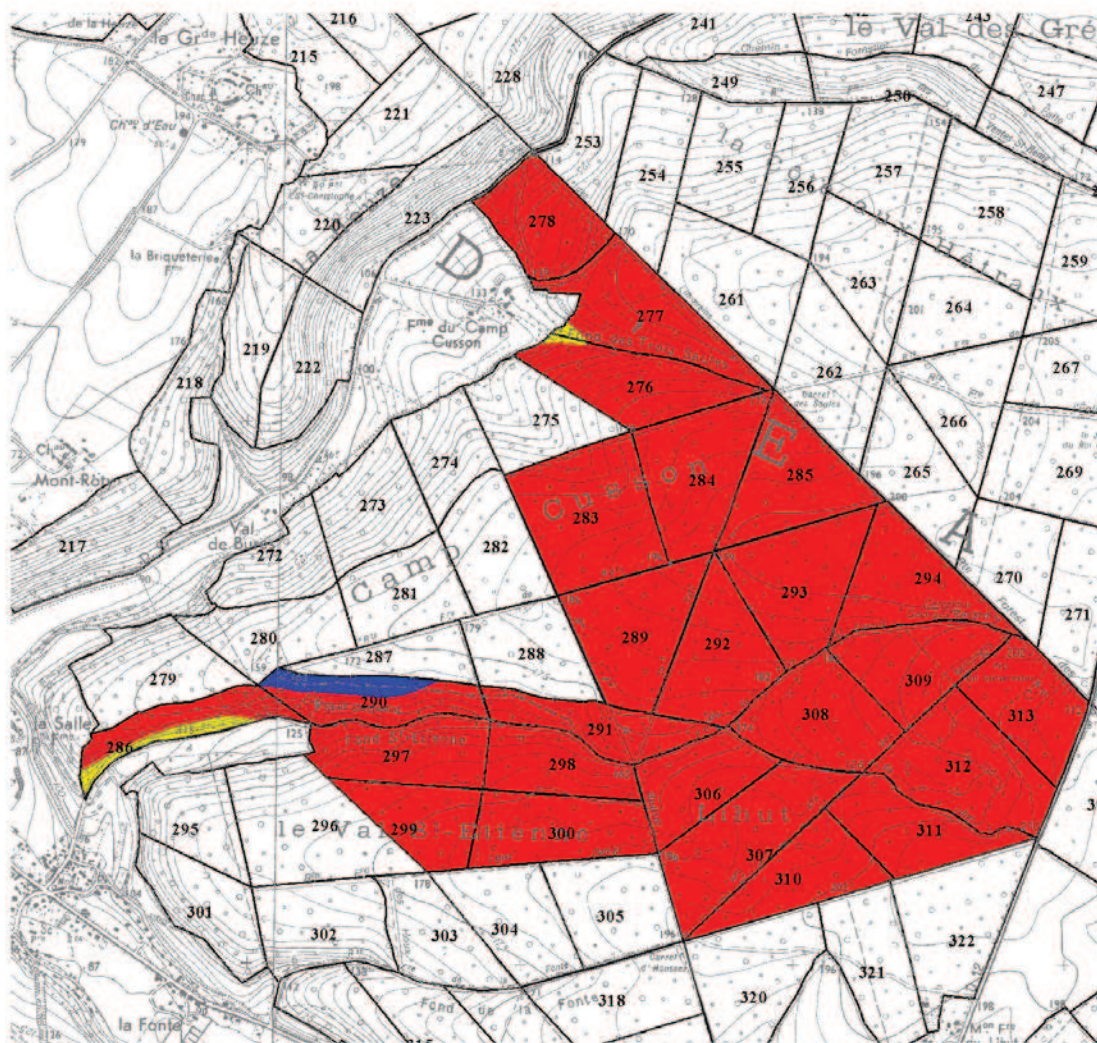
ONF, Agence Régionale Haute-Normandie, SIG le 17/05/05

EDR25@@IGN2000

-  Parcellaire forestier
Habitats
 91.20 Hêtraie acidiphile atlantique à Houx
 91.30 Hêtraie Chênaie mésoacidiphile atlantique à Jacinthe des bois

Site Natura 2000 : Forêt d'Eawy Zone 2 Cartographie des habitats

Annexe 2



ONF - Agence Régionale Haute-Normandie, SAG le 17/05/05

EDR25@@IGN2000

Parcellaire

Habitats

91.20 Hêtraie acidiphile atlantique à Houx

91.30 Hêtraie Chênaie calcicole atlantique à Lauréole

91.30 Hêtraie Chênaie mésoacidophile atlantique à Jacinthe des bois

Annexe 3 : Description des peuplements

parcelle	U	Surf. Amgt	age 2004	Orig. Nat	Orig. Art	Struct. pplt	HET	CHS	CHT	CHR	BOU	FRE	ERS	P.S	DOU	MEL	S.P	EPC	Diam	Surf. Terr	Densité	Etat vege	consist	qualité bois	RON	HOU	FOU	GRA	CHF	BOU	SAU	MOR	NOI	ss-étag	Mare	Surf ilots V
33	1	9,27	103	10		F	10	\$											45	34		BV	C	B									A			
33	2	12,41	48	4	6	F	4	\$	\$					6	\$						492	M	C	S			2						C			
34	1	1,63				R																														
34	2	12,02	180	10		F	10												65	29		M	CLA	S		3	2	2					A			
34	3	3,14	121	1		F	4							6					60	28		M	C	B			2					C				
34	4	1,11	26	10		F	8							2								M					2									
34	5	0,81	121	10		F								10								BV	C	B			2						C			
35	1	13,22	45		10	F	2	\$	\$					8							611	M	CLA	S		1	1	2					I			
35	2	0,92	45		10	F	1	2	2	5											611	BV	C	S		1	1	1					I			
36	1	9,16	181	10		F	9	1											55	24		M	CLA	S		1	2	1					A	1		
36	2	4,39	121	10		F	3				2			5					60	24		BV	CLA	B		1	1						C			
36	3	2,88	45		10	F		1	1		1			7							611	M	CLA	S		1		2					I			
37	1	11,98	20	1	9	F		9						1								M					1									
37	2	7,52	180	10		F	9	\$						1					60	4		M	CL	M		1					2		A			
37	3	0,53				R								\$																3	3					
38	1	7,27	31	3	7	F	10	\$	\$													BV				1	1	1		1			A	2+		
38	2	4,64	35	5	5	F	10	\$	\$													BV	C	S		1	1	1		1			A			
38	3	0,34	41		10	F								10							909	M	C	S			2						A			
39	1	1,82	31		10	F																BV					1									
39	2	8,48	31	9	1	F	10	\$														BV					2							4+		
39	3	1,08	41		10	F								7	2			1			909	M	C	S			2						A			
40	1	6,48	39		10	F	9											1			934	BV	C	S		1	1					I	3			
40	2	4,50	33		10	F	10														1700	BV	C	S		1	1					I				
40	3	2,39	86	10		F	10		\$										40	33		BV	C	B			1	1					A			
41	1	11,33	32	8	2	F	8	1	\$					1							1974	M	D	S		1		1	1				C	1+		
41	2	1,99	20		10	F	1	9														M				1		2			1					
41	3	0,13				R																														
41	4	1,08				X																														
43	1	10,00	30	9	1	F	10	\$	\$					\$								M				1		1	1							
43	2	5,37	30		10	F	10				\$											BV					1			1						
44	1	1,08	30	7	3	F	10	\$														M					1									
44	2	4,23	31	10		F	10	\$			\$	\$										BV				1		1		1						
44	3	9,40	192	10		F	10												65			M	CLA	M		2		1	1				A	1		
47	1	1,07				V																														
47	2	0,59	11		10	F				7	3			\$								BV				1		1								
47	3	1,27	51		10	F								1	1	1		7			600	BV	C	S		1		1		1			A	1		
47	4	5,24	35	8	2	F	10	\$	\$													BV				1		1								
47	5	7,93	31	10		F	10	\$	\$		\$											M				1		1								
52	1	8,56	175	10		F	9	1											65	28		BV	C	B		1	2	1					I			
52	2	1,71	51		10	F	1									8	1		40		700	BV	C	B			1									
52	3	2,02	56		10	F									2			8	40		474	BV	C	B									A			
52	4	0,90	56		10	F	1	1						8					45			BV	C	B			1	1					A			
54	1	1,20	27		10	F	6			4											1600	BV	C	B									A			
54	2	8,87	175	10		F	9	1											65	28		BV	C	B		1	2	1					A			
55	1	19,26	175	10		F	10												65	24		BV	C	B			3	1					A			
55	2	0,83	131		10	F								10					55			BV	C	B			2	1					C			
58	1	13,22	170	10		F	9	1											60	25		BV	C	B		3	1	2					I			
59	1	10,94	170	10		F	9	1											60	21		M	CLA	B		1	3	1					I			
59	2	3,11		10		X	\$	\$			\$																	3			3	3				
60	1	1,69	131		10	F								10					55			BV	C	B			2	1					C			
60	2	2,02	19	10		T	2				8											M	CL	MA											2,02	
60	3	10,05	173	10		F	9	1											60	30		BV	C	S			3		2				A		10,05	
61	1	2,67	26	5	5	I	4	1			\$			5								M	CL	M			1	3				1		C	1	
61	2	10,07	173	10		F	10	\$											65	30		BV	C	S			3						A		10,07	
63	1	2,01	26		10	F	10															BV														
63	2	10,30	176	10		F	10												65	23		BV	CLA	B		1	2	2					A			

Annexe 3 : Description des peuplements

parcelle	U	Surf. Amgt	age 2004	Orig. Nat	Orig. Art	Struct. pplt	HET	CHS	CHT	CHR	BOU	FRE	ERS	P.S	DOU	MEL	S.P	EPC	Diam	Surf. Terr	Densité	Etat vege	consist	qualité bois	RON	HOU	FOU	GRA	CHF	BOU	SAU	MOR	NOI	ss- étag	Mare	Surf îlots V
63	3	1,92	173	10		F	10												65	14		BV	CLA	B			2	2					A			
63	4	2,79	173	10		F	10												50	24		M	C	M		2							A			
63	5	0,75	12		10	F	9						1									M						2								
276	1	15,73	123	10		F	10	§				§							65	29		BV	CLA	B	3		2	2					A			
277	1	10,78	143	10		F	10	§											60	28		BV	C	B	2		2	2					A			
277	2	0,56	143	10		F	10												50			M	CL	M						1		C				
277	3	5,79	42	10		F	9	1				§							30		200	BV		M	1		1	1					C			
277	4	1,10	26		10	F	10															BV														
278	1	2,43	26		10	F	10															M														
278	2	9,09	41	10		F	9	§			§	§							35		225	BV	CLA	S	1		1	2				1	I			
278	3	1,61	51	10		F	7	§			§	3							40	20		BV	C	B	1			1			1	I				
283	1	10,99	128	10		F	10	§				§							60	26		BV	C	B	2		1	2					A			
283	2	11,67	86	9	1	F	10					§							50	32		BV	D	B	1		1	1					I			
284	1	1,99	101	10		F	10	§											55	31		BV	C	B	2		2	2					I			
284	2	16,48	88	9	1	F	10												45	29		BV	CLA	B	1		1	1						1		
285	1	16,71	98	10		F	10	§	§			§							50	36		BV	D	B	2		2	1					A	1	16,71	
286	1	0,51	182	10		F	10												65			SA	C	M							1	I		0,51		
286	2	7,03	9	2	8	F	10					§	§									M			2						2	1				
286	3	1,72	9	10		F	7	3																	2		1									
286	4	0,90	182	10		F	10												65	24		M	C	S	3	1	1						A		0,90	
289	1	18,34	118	10		F	9	1				§							55	30		BV	C	B	3	1	2	1	1				A			
290	1	4,00	14	10		F	10												65			M	CL	B	1						1					
290	2	5,01	147	10		F	7	3											65	20		BV	CL	B	3	2								2		
290	3	3,09	147	10		F	10	§											55	30		BV	C	B	2	1	1	1					A			
291	1	11,31	120	10		F	10	§											55	21		BV	C	B	3		2	1					A			
292	1	16,25	118	10		F	10	§											55	24		BV	C	B	2		2	2					I			
293	1	18,70	118	10		F	10	§				§							55	24		BV	CLA	B	3		2	1					A		18,70	
294	1	15,93	113	10		F	9	1				§							50	20		BV	CLA	B	3		2	2					I		15,93	
297	1	12,01	55	10		F	10	§											40			M	C	M												
297	2	2,77	27		10	F	10															BV														
298	1	10,57	65	10		F	10	§											35	22	350	BV	C	B	1			1						I		
298	2	0,97	30		10	F	10															BV														
299	1	7,73	55	10		F	10	§											40	23		M	CLA	M										1		
299	2	3,40	27		10	F	10															BV														
300	1	12,39	65	10		F	10	§											40	21	200	M		S	1			1						I	3	
300	2	3,18	30		10	F	10															M														
306	1	9,32	65	10		F	8	2											40	24	250	BV	C	M			1	2	1					I		
306	2	3,05	32	2	8	F	10												25			BV		B										I		
307	1	11,09	65	10		F	8	2											40	23	250	BV	C	M				1						I	2	
307	2	8,08	33		10	F	10												25	16	600	BV	C	B				3	1					A	1	
308	1	10,71	67	10		F	9	1											30	23	330	BV	C	S										I		
308	2	6,28	32		10	F	10												20	15	2500	BV	C	B										A		
309	1	4,04	66	10		F	10	§											35	25		BV	C	B	1		1	1						I	1	
309	2	10,72	30		10	F	10															BV														
310	1	13,31	30	1	9	F	10	§	§				§									BV							2					A	1	
311	1	2,62	90	10		F	10												45	25		BV	C	B	1		1	1						A		2,62
311	2	0,67	53	9	1	F	9	§			§							§	30			BV	C	B	1			1						I		
311	3	10,14	30	1	9	F	10	§														BV						1								
312	1	13,13	90	10		F	9	1				§							45	26	140	BV	CLA	B			1	1						I		
312	2	7,28	45		10	F									1	1		7	40	32	270	M	D	S										A		
313	1	0,32	21		10	F												10	20			BV	D	S												
313	2	13,47	88	10		F	10												40	22		BV	C	B		1	1	1						I		

Avenant n°1
au Document d'objectifs
du site FR2302002
« Forêt d'Eawy »

Cahier des charges des mesures
et
Charte Natura 2000

Office National des Forêts
Agence Régionale Haute Normandie ; juin 2011

SOMMAIRE

PARTIE 1 : CAHIER DES CHARGES DES MESURES
--

7.1. ESPÈCES VÉGÉTALES INVASIVES.....	34
7.2. HABITATS FORESTIERS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE.....	35
7.3. HABITATS DE MILIEUX OUVERTS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE.....	36
7.4. ESPÈCES FORESTIERES INDIGENES.....	37

PRÉAMBULE : DESCRIPTION DU SITE

L'intégration de la forêt d'Eawy au réseau Natura 2000 a été demandée par l'Union européenne pour le caractère tout à fait typique des habitats de hêtraies qu'elle abrite. La totalité des surfaces sont couvertes par des habitats éligibles au titre de la Directive Habitats et se situent en forêt domaniale. Ce site composé de deux zones présente trois habitats éligibles pour une surface totale de 692 ha :

- la hêtraie acidiphile à houx, habitat sur sol acide dominé par le hêtre avec un sous-étage de Houx parfois abondant. A côté du hêtre, la strate arborée présente du Chêne sessile et du Bouleau, tandis qu'en strate arbustive le Houx est accompagné de Néflier, Bourdaine et Chèvrefeuille. La strate herbacée est composée d'espèces acidiphiles. Au sein du périmètre, cet habitat de plus de 300 ha, est principalement situé dans la zone nord du site.

- la hêtraie à Jacinthe, habitat sur sol neutre à légèrement acide, est caractérisée par un tapis de jacinthes au printemps. Le Hêtre domine la strate arborée mais est accompagné de Chêne, Frêne, Erable ou Merisier. Elle occupe plus de 380 ha du site, essentiellement dans la zone sud.

- la hêtraie calcicole à Lauréole (3,65 ha), habitat rattaché au précédent mais se développant sur calcaire avec en strates herbacée et arbustive des espèces typiques des sols calcicoles.

Outre la typicité de ces habitats, la forêt d'Eawy se caractérise par la présence d'espèces rares de très fort intérêt patrimonial. On peut citer notamment trois espèces de fougères à affinités montagnardes particulièrement originales pour la région : le Polypode des chênes (*Gymnocarpium dryoperis*), la Fougère des montagnes (*Oreopteris limbosperma*) et le Phéogoptéris connecté (*Phegopteris connectilis*).

CAHIER DES CHARGES DES MESURES

1. CONDITIONS GÉNÉRALES DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES

La durée de l'engagement est de 5 ans pour toutes les mesures sauf pour la mesure F 227 12 « dispositif favorisant le développement de bois sénescents » pour laquelle la durée de l'engagement est de 30 ans.

A l'échéance de la durée d'engagement, le bénéficiaire des aides devra entretenir et maintenir l'efficacité des ouvrages.

Les mesures F 227 12 « dispositif favorisant le développement de bois sénescents » et F 227 14 « Investissements visant à informer les usagers de la forêt » ne peuvent être contractualisées qu'accompagnées d'autres mesures de gestion des milieux forestiers figurant dans le présent cahier des charges.

La valorisation économique des produits issus d'actions contractualisées en engagements rémunérés n'est pas une fin du contrat Natura 2000. Les recettes engendrées doivent rester **marginales** par rapport au montant du contrat. Une déduction du montant estimé des produits sera réalisée au moment de l'instruction du contrat.

Dans le cas où les produits trouvent une valorisation non économique (don pour la communauté, compostage, etc....) ou lorsque les produits sont détruits (brûlés par exemple), ceci doit être réalisé en cohérence avec les préconisations du DOCOB et sur présentation d'une déclaration sur l'honneur du contractant.

Aucune condition particulière n'est fixée pour le devenir des produits issus d'actions contractualisées en engagements non rémunérés qui pourront donc être commercialisés, donnés...

Consignes techniques communes :

Les opérations doivent respecter la pérennité des peuplements forestiers alentour. Des précautions doivent notamment être prises en cas d'intervention mécanique pour ménager les sols forestiers.

Les interventions doivent se faire dans la mesure du possible hors période de nidification et de mise bas des espèces sensibles présentes sur la parcelle.

Si le contrat dans lequel s'insère cette mesure est conçu notamment au bénéfice d'une ou plusieurs espèces animales, la période d'intervention autorisée pour l'application de cette mesure doit se situer prioritairement en dehors des périodes de forte sensibilité au dérangement de ces espèces.

En cas d'intervention sur des stations comportant des espèces végétales identifiées à préserver ou à protéger, il y sera prêté la plus grande attention lors de la réalisation des travaux prévus dans le contrat.

Pour les mesures comprenant des travaux de plantation, il sera demandé :

- d'utiliser exclusivement des essences indigènes en Haute-Normandie, mentionnées dans les Orientations Régionales Forestières de 1999 (voir liste des espèces forestières indigènes en annexe).
- d'utiliser exclusivement des plants des provenances indiquées en annexe de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2007 portant fixation de la liste et des normes qualitatives et dimensionnelles des matériels forestiers de reproduction éligibles aux subventions de l'Etat, en particulier les provenances et les normes dimensionnelles en Haute-Normandie.
- d'exiger le document d'accompagnement des plants.

Points de contrôle et sanctions :

Les points de contrôle sont définis à l'annexe 1 de la circulaire du 21 Novembre 2007 :

- existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions ;
- réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation, avec les travaux réalisés ;
- vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente ;
- pour ce qui concerne l'action F 227 12 « dispositif favorisant le développement de bois sénescents », présence des bois marqués sur pied pendant 30 ans. En cas de chute accidentelle de l'arbre, le bénéficiaire sera tenu d'en faire la déclaration à la DDTM ; après acceptation de cette déclaration par la DDTM, il ne sera pas demandé au bénéficiaire de rembourser l'aide perçue.

Les sanctions en cas de fausse déclaration, sont prévues par l'article 31 du règlement (CE) n°1975 /2006 ; celles en cas de réalisation partielle ou de non réalisation des engagements, sont prévues par la circulaire DNP/SDEN n° 2007-3 du 21 Novembre 2007.

Dispositions financières communes :

A l'exception des mesures F 227 08 (réalisation de dégagements ou débroussailllements manuels à la place de dégagements ou débroussailllements chimiques ou mécaniques) et F 227 12 (dispositif favorisant le développement de bois sénescents), les subventions sont accordées sur la base d'un devis descriptif et estimatif. Les devis subventionnables sont plafonnés, par mesure.

Pour toutes les mesures, le paiement est plafonné au montant indiqué dans le contrat.

Les montants sont exprimés en valeur H.T. Le bénéficiaire indiquera dans sa demande s'il est assujetti ou non. Dans la négative, le montant de l'aide sera calculé en tenant compte des taux de TVA en vigueur.

Pour l'ensemble des mesures, le coût de la maîtrise d'œuvre pourra être intégré dans le coût subventionnable à hauteur de 12% du montant total. La maîtrise d'œuvre comprend dans ce cadre le suivi technique du dossier en lien avec l'opérateur du site Natura 2000 concerné, ainsi que l'encadrement et la réception des travaux.

A l'exception des mesures F 227 08 et F 227 12, le paiement de l'aide se fera sur la base de factures acquittées.

Obligations de publicité :

Pour tout projet supérieur à 50 000 €, un panneau lié aux obligations de publicité sera implanté sur le site du chantier, objet de l'aide.

Conformité avec autres réglementations :

Les travaux faisant l'objet de la demande de subvention dans le cadre d'un contrat Natura 2000, doivent être conformes aux législations et réglementations en vigueur : Loi sur l'eau, Code forestier, Loi de 1930,...

2. F 227 01 - CRÉATION OU RÉTABLISSEMENT DE CLAIRIÈRES OU DE LANDES

La mesure concerne la **création ou le rétablissement de clairières ou de landes** dans les peuplements forestiers **au profit des espèces ou habitats** ayant justifié la désignation d'un site, ainsi que les travaux permettant le maintien de leur fonctionnalité écologique.

Cette mesure peut également concerner la gestion des **espaces non forestiers à forte valeur patrimoniale** (tourbières...) qu'il faut protéger de la reconquête forestière.

La création ou le rétablissement de clairières contribue au maintien de certaines espèces végétales ainsi que pour les chiroptères qui peuvent être favorisés du fait de la présence d'insectes.

Conditions générales d'éligibilité :

Les espaces ouverts peuvent faire l'objet de travaux ponctuels afin de lutter contre leur fermeture dès lors qu'ils jouent un rôle dans la conservation de l'espèce ou de l'habitat considéré.

Les clairières (et autres espaces ouverts) à maintenir ou à créer doivent avoir une superficie maximale de 1500 m².

La surface minimale des clairières à maintenir ou à créer **pourra être fixée dans son contexte par le Document d'Objectifs**. Néanmoins, celle-ci ne pourra être inférieure à **5 ares** (prises de mesure pour le calcul de surface réalisées au niveau des fûts des arbres de bordure à 1,30 m de hauteur).

L'entretien de lisières peut sembler pertinent dans le cadre de cette mesure. Cependant, on dispose de peu de savoir-faire à ce sujet, et une telle action doit être prise en charge dans le cadre de la mesure F 227 13 (opérations innovantes).

Habitats et espèces visés par les arrêtés de 16 novembre 2001 et ses modificatifs et concernés prioritairement par la mesure :

Liste des habitats :

- Habitats non forestiers mésophiles à xérophiles ou habitats rocheux mentionnés dans l'arrêté du 16 novembre 2001 et ses modificatifs et hébergés sur des clairières forestières de taille réduite ou lisières de bois
- Habitats non forestiers hygrophiles mentionnés dans l'arrêté du 16 novembre 2001 et ses modificatifs et hébergés sur des clairières forestières de taille réduite ou lisières de bois.

Liste des espèces :

1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit rhinolophe
1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand rhinolophe
1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle
1321	<i>Myotis emarginatus</i>	Vespertilion à oreilles échancrées
1323	<i>Myotis bechsteini</i>	Vespertilion de Bechstein
1324	<i>Myotis myotis</i>	Grand murin

Engagements :

Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions. <p>Dans le cas d'une grande sensibilité des espèces au dérangement d'origine anthropique, le bénéficiaire s'engage à ne mettre en place aucun dispositif attractif pour le public (sentier de randonnée, ...) et ne pas donner son accord pour une telle mise en place dans l'aire concernée par l'espèce. Lorsque la concentration de grand gibier peut nuire à l'habitat ou à l'espèce considérée, le bénéficiaire, s'il est titulaire du droit de chasse, s'engage à exclure, dans et en lisière des clairières, les agrainages et les pierres à sel. Le bénéficiaire s'engage également à ne pas installer de nouveau mirador dans une clairière faisant l'objet du contrat.</p>
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Coupe d'arbres, abattage des végétaux ligneux ;- Enlèvement et transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage ; Le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visés par le contrat ;- Dévitalisation par annellation ;- Débroussaillage, fauche, broyage ;- Nettoyage du sol ;- Elimination de la végétation envahissante ;- Etudes et frais d'expert ;- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Dispositions financières :

Les subventions sont accordées sur la base d'un devis estimatif hors taxes et ajustées aux dépenses réelles.
Le montant du devis subventionnable est plafonné à : **10 000 € HT** par hectare travaillé.

3. F 227 02 - CRÉATION OU RÉTABLISSEMENT DE MARES FORESTIÈRES

La mesure concerne **le rétablissement, la création ou l'entretien de mares forestières au profit des espèces ou habitats** ayant justifié la désignation d'un site, ainsi que les travaux permettant le maintien de leur **fonctionnalité écologique**. Par fonctionnalité écologique, on entend la fonctionnalité écosystémique d'une mare en elle-même ou son insertion dans un réseau de mares cohérent pour une population d'espèce.

Les travaux pour le rétablissement des mares peuvent viser des habitats des eaux douces dormantes ou les espèces d'intérêt communautaire dépendantes de l'existence des mares. Cette mesure permet de maintenir ou de développer un **maillage de mares** compatible avec des échanges intra-populationnels (quelques centaines de mètres entre deux mares proches) des espèces dépendantes des mares.

Conditions générales d'éligibilité :

La mesure vise la création de mare, le rétablissement de mare ou les travaux ponctuels sur une mare. Il est cependant rappelé que d'une manière générale la création pure d'habitats n'est pas une priorité.

La taille maximale de la mare est de 1000 m².

La taille minimale d'une mare pourra être **définie dans le DOCOB** ; elle ne doit pas être en communication avec un ruisseau (loi sur l'eau).

La présence d'eau permanente peut être exigée dans le cahier des charges en fonction des conditions géologiques et climatiques locales, des espèces ou habitats considérés et des modalités de contrôle prévues.

Habitats visés par les arrêtés de 16 novembre 2001 et ses modificatifs et concernés prioritairement par la mesure :

Habitats de l'arrêté du 16 novembre 2001 et ses modificatifs hébergés dans des mares intra-forestières.

Engagements :

Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Période d'autorisation des travaux (hors période de reproduction des batraciens) ;- Ne pas introduire de poissons ;- Ne pas entreposer de sel à proximité de la mare ;- Interdiction d'utilisation de procédés chimiques en cas de lutte contre les nuisibles ;- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions ;- Le bénéficiaire s'engage également à éviter des opérations de coupes pouvant être préjudiciables au maintien de la mare (coupe à blanc à proximité de la mare), en maintenant des arbres en quantité suffisante autour de celle-ci.
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Profilage des berges en pente douce, sur tout ou partie ;- Désenvasement, curage et gestion des produits de curage ;- Colmatage par apport d'argile ;- Débroussaillage et dégagement des abords ;- Faucardage de la végétation aquatique ;- Végétalisation (avec des espèces indigènes) ;- Entretien nécessaires au bon fonctionnement de la mare ;- Enlèvement manuel des végétaux ligneux (interdiction de traitement chimique) ;- Dévitalisation par annellation ;

Engagements rémunérés (suite)	<ul style="list-style-type: none"> - Exportation des végétaux et des déblais à une distance minimale de 20 m, dans le cas de milieux particulièrement fragiles ; - Enlèvement des macro-déchets ; - Etudes et frais d'expert ; - Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.
--	--

Un phasage des travaux peut être envisagé : l'option présentant le moindre degré de perturbation sera retenue.

Dispositions financières :

Les subventions sont accordées sur la base d'un devis estimatif hors taxes et ajustées aux dépenses réelles.
Le montant du devis subventionnable est plafonné à : **2 550 €** par mare.

4. F 227 05 - TRAVAUX DE MARQUAGE, D'ABATTAGE OU DE TAILLE SANS ENJEU DE PRODUCTION

Cette mesure concerne les **travaux de marquage, d'abattage ou de taille** sans enjeu de production, c'est-à-dire dans le but **d'améliorer le statut de conservation** des espèces ayant justifié la désignation d'un site.

Elle concerne les activités d'éclaircie ou de nettoiemnts au profit de certains habitats d'espèces pour des espèces animales d'intérêt communautaire.

Conditions générales d'éligibilité :

On rappelle que cette mesure a pour objectif l'amélioration de l'état de conservation des espèces visées ci-dessous.

Espèces visées par les arrêtés de 16 novembre 2001 et ses modificatifs et concernées prioritairement par la mesure :

1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle
1323	<i>Myotis bechsteinii</i>	Vespertilion de Bechstein
1324	<i>Myotis myotis</i>	Grand murin
A082	<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin

Engagements :

Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions ;- Dans le cas des espèces les plus sensibles au dérangement d'origine anthropique, le bénéficiaire s'engage à ne mettre en place aucun dispositif attractif pour le public (sentier de randonnée, ...) et à ne pas donner son accord pour une telle mise en place dans l'aire concernée par l'espèce.
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Coupe d'arbres ;- Enlèvement et transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage sûr (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visés par le contrat) ;- Dévitalisation par annellation ;- Débroussaillage, fauche, broyage ;- Nettoyage éventuel du sol ;- Elimination de la végétation envahissante ;- Emondage, taille en têtard, mais aussi tailles de formation pour favoriser la nidification ;- Etudes et frais d'expert ;- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Dispositions financières :

Les subventions sont accordées sur la base d'un devis estimatif hors taxes et ajustées aux dépenses réelles.

Le montant du devis subventionnable est plafonné à :

- **8 960 €** par hectare,
- ou **18 €** par mètre linéaire travaillé pour des opérations « linéaires »,

- ou **1000 €** par arbre pour des opérations ponctuelles.

5. F 227 08 - RÉALISATION DE DÉGAGEMENTS OU DÉBROUSSAILLEMENTS MANUELS À LA PLACE DE DÉGAGEMENTS OU DÉBROUSSAILLEMENTS CHIMIQUES OU MÉCANIQUES

La mesure concerne la réalisation de **dégagements ou débroussailllements manuels** à la place de dégagements ou débroussailllements chimiques ou mécaniques **au profit d'une espèce ou d'un habitat** ayant justifié la désignation d'un site.

Par « dégagements manuels », il faut entendre les dégagements sans usage de produit chimique ni d'engin sur pneus ou chenilles. L'usage de la débroussailleuse thermique reste toutefois possible.

Conditions générales d'éligibilité :

La mesure est réservée aux habitats et espèces pour lesquels les traitements pratiqués engendrent une **dégradation significative** de l'état de conservation, voire un risque patent de destruction.

Cette mesure peut viser le maintien de la structure ou de la fonction des habitats de la directive et en particulier les habitats associés quand ils sont de petites tailles. Elle peut s'appliquer sur le (micro) bassin versant et donc **en dehors de l'habitat** lui-même (dans les limites du site Natura 2000) et dans la mesure où elle est conduite au bénéfice des habitats et des espèces mentionnés.

Cette mesure n'est pas cumulable avec les mesures F 227 06 (Entretien et restauration des ripisylves) et F 227 15 (Travaux d'irrégularisation).

Habitats visés par les arrêtés de 16 novembre 2001 et ses modificatifs et concernés prioritairement par la mesure :

Habitats mentionnés dans l'arrêté du 16 novembre 2001 et ses modificatifs hébergés dans des mares intra-forestières.

Habitats non forestiers hygrophiles mentionnés dans l'arrêté du 16 novembre 2001 et ses modificatifs hébergés dans des chemins, clairières forestières de taille réduite ou lisières de bois.

Engagements :

Engagements non rémunérés	- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions.
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- L'aide correspond à la prise en charge du surcoût d'une opération manuelle par rapport à un traitement phytocide, ou par rapport à une intervention mécanique quand le poids des engins pose un réel problème relativement à la portance du sol (risque de dégradation de la structure du sol).- Etudes et frais d'experts ;- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Dispositions financières :

L'aide sera accordée sur la base forfaitaire suivante :

- **750 €** par hectare travaillé (sur la base d'une moyenne de 3 passages sur les 5 ans).

Le bénéficiaire fournira une déclaration sur l'honneur de réalisation des engagements.

6. F 227 09 - PRISE EN CHARGE DE CERTAINS SURCOÛTS D'INVESTISSEMENT VISANT À RÉDUIRE L'IMPACT DES DESSERTES EN FORÊT

La mesure concerne la prise en charge de certains **surcoûts d'investissement** visant à réduire **l'impact des dessertes** en forêt non soumises au décret 2001-1216 du 20 décembre 2001 (évaluation des incidences) sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Ces mesures sont liées à la **maîtrise de la fréquentation** (randonnées, cheval, etc.) dans les zones hébergeant des espèces d'intérêt communautaire sensibles au **dérangement**, notamment en période de reproduction. C'est particulièrement vrai pour certaines espèces à grand territoire pour lesquelles une mise en défens par clôture (mesure F 227 10) ne serait pas adaptée. Tous les types de dessertes sont visés : piétonne, véhicule, cheval, etc.

La mise en place **d'ouvrages de franchissement (notamment temporaires)** destinés à minimiser l'impact d'interventions sur l'environnement peut également être prise en charge dans le cadre de cette mesure.

Conditions générales d'éligibilité :

Concernant la voirie forestière (voies accessibles aux grumiers ou aux véhicules légers) cette mesure ne prend en charge que les éventuelles modifications d'un tracé préexistant et non la création de piste ou de route en tant que telle.

L'analyse de la desserte, de son impact et de son éventuelle modification ne doit pas uniquement être faite au niveau du site considéré mais aussi de manière plus globale au niveau constituant un **massif cohérent**.

Il faut rappeler que les opérations rendues obligatoires, notamment par la loi sur l'eau, ne peuvent pas être éligibles.

Habitats visés par les arrêtés de 16 novembre 2001 et ses modificatifs et concernés prioritairement par la mesure :

Habitats non forestiers hygrophiles mentionnés dans l'arrêté du 16 novembre 2001 et ses modificatifs hébergés dans des chemins, clairières forestières de taille réduite.

Engagements:

Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions.
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Allongement de parcours normaux d'une voirie existante ;- Mise en place d'obstacles appropriés pour limiter la fréquentation (pose de barrière, de grumes, plantation d'épineux autochtones...) ;- Mise en place de dispositifs anti-érosifs ;- Changement de substrat ;- Mise en place d'ouvrages temporaires de franchissement (gué de rondins, busage temporaire, poutrelles démontables...) ;- Mise en place d'ouvrages de franchissement permanents en accompagnement du détournement d'un parcours existant ;- Etudes et frais d'expert ;- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Caractéristiques spécifiques du projet :

Le cahier des charges de chaque contrat devra impérativement comprendre un plan global localisant l'ensemble des dispositifs mis en oeuvre.

Pour les opérations de plantation d'épineux et de constitution de haies, il est rappelé que les essences plantées doivent être indigènes en Haute-Normandie et de provenance locale. La liste des essences utilisables pourra être fixée dans le DOCOB.

Dispositions financières :

Les subventions sont accordées sur la base d'un devis estimatif hors taxes et ajustées aux dépenses réelles.

Le montant du devis subventionnable est plafonné à :

- **65 €** par mètre linéaire pour l'allongement de voiries existantes ;
- **50 000 €** par unité pour la mise en place d'ouvrages permanents de franchissement de cours d'eau ou de dispositifs anti-érosif ;
- **3000 €** par unité pour la mise en place d'ouvrages temporaires de franchissement de cours d'eau ;
- **860 €** par unité pour la mise en place de dispositifs de fermeture de voirie (barrières, blocs, grumes...).

7. F 227 10 - MISE EN DÉFENS DE TYPES D'HABITATS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

La mesure concerne la **mise en défens** d'habitats d'intérêt communautaire dont la **structure est fragile**, ou d'espèces d'intérêt communautaire **sensibles à l'abrouissement ou au piétinement**. Elle est liée à la maîtrise de la fréquentation (randonneurs, chevaux, grand gibier ...) dans les zones hébergeant des types d'habitats ou des espèces d'intérêt communautaire très sensibles au piétinement, à l'érosion, à l'abrouissement ou aux risques inhérents à la divagation, ainsi qu'aux dégradations (dépôts d'ordures entraînant une eutrophisation).

Cette mesure peut également permettre de préserver des espaces au profit d'espèces **sensibles au dérangement**.

Il faut cependant souligner qu'il peut s'agir d'une **mesure coûteuse** : c'est donc une mesure à ne mobiliser que dans des situations réellement préoccupantes.

Cette action est complémentaire de l'action F 227 09 sur les dessertes forestières (détournement des sentiers, renforcement des barrières, mise en place d'obstacles appropriés) et de l'action F 227 14 (pose de panneaux d'interdiction de passage).

L'aménagement des accès n'est pas éligible dans le but d'ouvrir un site au public.

Conditions générales d'éligibilité :

Habitats visés par les arrêtés de 16 novembre 2001 et ses modificatifs et concernés prioritairement par la mesure :

Habitats non forestiers mésophiles à xérophiles ou habitats rocheux mentionnés dans l'arrêté du 16 novembre 2001 et ses modificatifs et hébergés sur des clairières forestières de taille réduite ou lisières de bois

Habitats non forestiers hygrophiles mentionnés dans l'arrêté du 16 novembre 2001 et ses modificatifs hébergés dans des chemins, clairières forestières de taille réduite ou lisières de bois

Engagements :

Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Si les opérations prévues impliquent la pose de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés en haut ;- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions.
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Fourniture de poteaux et de grillage, ou de clôture ;- Pose, dépose saisonnière ou au terme du contrat s'il y a lieu ;- Rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose de clôtures ;- Remplacement ou la réparation du matériel en cas de dégradation ;- Création de fossés et/ou de talus interdisant l'accès (notamment motorisé) ;- Création de linéaires de végétation écran par plantation d'essences autochtones ;- Etudes et frais d'expert ;- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Dispositions financières :

Les subventions sont accordées sur la base d'un devis estimatif hors taxes et ajustées aux dépenses réelles.

Le montant du devis subventionnable est plafonné à :

20 € par mètre linéaire d'enclos, y compris les éventuels portillons nécessaires.

8. F 227 11 - CHANTIERS D'ÉLIMINATION OU DE LIMITATION D'UNE ESPÈCE INDÉSIRABLE

L'action concerne les chantiers d'élimination ou de limitation d'une espèce **animale ou végétale** indésirable : **espèce envahissante (autochtone ou exogène) qui impacte ou dégrade fortement l'état, le fonctionnement, la dynamique de l'habitat ou de l'espèce dont l'état de conservation justifie cette action.** Une espèce indésirable n'est pas définie dans le cadre de la circulaire mais de façon locale par rapport à un habitat ou une espèce donné.

Par exemple :

- le robinier peut être indésirable s'il concurrence la végétation locale, au point de menacer la pérennité d'un habitat que l'on souhaite préserver ;
- l'épicéa commun peut être indésirable dans des tourbières boisées dans lesquelles il s'implante naturellement ou a été introduit.

Le DOCOB pourra préciser le cas échéant les espèces considérées localement comme indésirables.

Conditions générales d'éligibilité :

La mesure est envisageable si l'état de l'habitat est menacé ou dégradé par la présence d'une espèce indésirable.

On parle d'**élimination** si la mesure vise à supprimer tous les spécimens de l'espèce indésirable de la zone considérée ; si la mesure vise simplement à réduire sa présence en deçà d'un seuil acceptable, on parle de **limitation**.

On peut conduire un chantier d'élimination si la station d'espèce indésirable est de faible dimension, ou s'il semble réaliste de conduire un chantier sur une surface relativement vaste et néanmoins pertinente au regard de l'objectif visé. L'élimination peut être **soit d'emblée complète, soit progressive**. Pour les ligneux, on recourt alors à la technique d'usure (maintien de « tires-sèves »).

On peut également souhaiter lutter contre une espèce indésirable par la destruction permanente de tous les spécimens rencontrés au fur et à mesure de leur apparition sur une zone présentant une **très forte valeur patrimoniale**. Il s'agit d'une **lutte de sauvetage permanente** qui doit réellement se justifier sur le plan patrimonial.

Le recours à la mesure F 227 13 (opérations innovantes) ou son association peut être indispensable lorsque la méthode n'est pas maîtrisée.

Habitats visés par les arrêtés de 16 novembre 2001 et ses modificatifs et concernés prioritairement par la mesure :

Habitats non forestiers mésophiles à xérophiles ou habitats rocheux mentionnés dans l'arrêté du 16 novembre 2001 et ses modificatifs et hébergés sur des clairières forestières de taille réduite ou lisières de bois

9120, Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus, (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagenion)

9130, Hêtraies de l'asperulo-fagetum

Engagements :

Engagements non rémunérés	Communs aux espèces animales ou végétales indésirables : <ul style="list-style-type: none">➤ Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire).
	Spécifiques aux espèces animales : <ul style="list-style-type: none">➤ Lutte chimique interdite.
	Spécifiques aux espèces végétales : <ul style="list-style-type: none">➤ Le bénéficiaire s'engage à ne pas réaliser d'opérations propres à stimuler le développement des végétaux indésirables (exemple : lutte contre le robinier, puis ouverture brutale stimulant le drageonnage).
Engagements rémunérés	Communs aux espèces animales ou végétales indésirables : <ul style="list-style-type: none">➤ Etudes et frais d'expert.
	Spécifiques aux espèces animales : <ul style="list-style-type: none">➤ Acquisition de cages pièges,➤ Suivi et collecte des pièges.
	Spécifiques aux espèces végétales : <ul style="list-style-type: none">➤ Broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre ;➤ Arrachage manuel (cas de densités faibles à moyennes) ;➤ Coupe manuelle des arbustes ou arbres de petit à moyen diamètre ;➤ Coupe des grands arbres et des semenciers ;➤ Enlèvement et transfert des produits de coupe (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat) ;➤ Dévitalisation par annellation ;➤ Dans des cas exceptionnels et après validation par la DIREN, traitement chimique des semis, des rejets, ou des souches uniquement pour les espèces à forte capacité de rejet, avec des produits homologués en forêt ; traitement chimique des arbres par encoche pour les espèces à forte capacité de drageonnage (ailante) ;➤ Brûlage dirigé (écobuage) lorsque la technique est maîtrisée ;➤ Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Dispositions financières :

Les subventions sont accordées sur la base d'un devis estimatif hors taxes et ajustées aux dépenses réelles.

Le montant du devis subventionnable est plafonné à : **15 000 €** par hectare travaillé.

9. F 227 12 - DISPOSITIF FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DE BOIS SÉNESCENTS

La mesure concerne un dispositif favorisant le **développement de bois sénescents** en forêt dans le but d'améliorer le statut de conservation des espèces des directives communautaires, ou la représentativité et la naturalité des habitats de la directive. Ses modalités pratiques sont le **fruit d'un groupe de travail** mis en place par la Direction de la nature et des paysages et associant les représentants des propriétaires publics et privés, de représentants des services déconcentrés de l'État et du monde associatif, de l'Institut pour le Développement Forestier et de l'Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts.

En ce qui concerne les habitats forestiers du réseau français Natura 2000, à côté de la réalisation de travaux et autres interventions relativement classiques, des besoins forts ont été identifiés en matière d'**augmentation du nombre d'arbres ayant dépassé le diamètre d'exploitabilité, atteint la sénescence, voire dépérissant, ainsi que d'arbres à cavité, de faible valeur économique** mais présentant un intérêt pour certaines espèces.

La phase de sénescence des forêts est caractérisée par trois étapes : étape d'installation des espèces cavicoles (espèces primaires comme les pics, secondaires comme les chouettes, les chiroptères arboricoles), puis processus progressif de recyclage du bois mort par des organismes saproxyliques (insectes et champignons spécialisés) et au final par les décomposeurs (détritivores incorporant au sol les particules ligneuses décomposées dans un processus d'humification).

Conditions générales d'éligibilité :

Les surfaces se trouvant dans une situation **d'absence de sylviculture**, par choix (réserve intégrale existante ou en projet, ...) ou par défaut (parcelles non accessibles) ne sont **pas éligibles**.

Les contrats portent sur des arbres des essences principales ou secondaires pour un volume à l'hectare **d'au moins 5 m³ bois fort (correspondant à un minimum de 2 tiges)**. Ils peuvent concerner des **arbres disséminés** dans le peuplement mais aussi et surtout de préférence des groupes d'arbres dits **îlots de sénescence**. Ces îlots sont recommandés par les scientifiques pour le développement d'un certain nombre d'espèces concernées par la mesure.

Le principe retenu est celui d'exclure les essences qui ne sont pas susceptibles de produire un bois d'oeuvre de qualité, au sens du marché du bois actuel, et donc pour lesquels l'effort économique fait par le propriétaire pour justifier une aide financière ne paraît pas évident. En conséquence sont donc retenues pour cette mesure les essences objectif de production (en référence à l'arrêté « production » en excluant les essences exotiques), ainsi que quelques essences diverses :

<u>Essences de production</u>	<u>Essences accessoires</u>
Chêne sessile – <i>Quercus petraea</i> Chêne pédonculé – <i>Quercus robur</i> Hêtre – <i>Fagus sylvatica</i> Châtaignier – <i>Castanea sativa</i> Erable sycomore – <i>Acer pseudoplatanus</i> Erable plane – <i>Acer platanoides</i> Frêne commun – <i>Fraxinus excelsior</i> Aulne glutineux – <i>Alnus glutinosa</i> Merisier – <i>Prunus avium</i> Pin sylvestre – <i>Pinus sylvestris</i> Pin Laricio de corse – <i>Pinus corsicana</i> Douglas – <i>Pseudotsuga menziesii</i> Sapin pectiné – <i>Abies alba</i> Epicéa commun – <i>Picea abies</i>	Elles seront validées par le service instructeur.

Les arbres choisis doivent appartenir à une **catégorie de diamètre à 1,30 m du sol supérieure ou égale au diamètre indiqué ci-dessous par essence.**

<u>Essence</u>	<u>Diamètre minimal</u>
Chênes indigènes	65 cm
Hêtre	60 cm
Châtaignier	55 cm
Frêne, Erable	55 cm
Autres feuillus éligibles	50 cm
Pin sylvestre/laricio	55 cm
Douglas	60 cm
Autres résineux éligibles	50 cm

En contexte de futaie régulière, le maintien d'arbres adultes après la coupe définitive conduit à leur faire surplomber un jeune peuplement issu de régénération au sein duquel leur extraction ultérieure sera rendue délicate. C'est pourquoi **le renouvellement du contrat doit être possible** pour les arbres qui répondent encore aux critères d'éligibilité. En contexte irrégulier, le renouvellement du contrat est également possible dans les mêmes conditions.

Cette mesure ne peut être contractualisée qu'accompagnée d'au moins une autre mesure forestière figurant dans le présent arrêté.

Cas particulier : en forêt domaniale, compte tenu du principe selon lequel seules des opérations qui vont au-delà des bonnes pratiques identifiées du bénéficiaire peuvent être financées, la mesure consistera à financer le maintien d'arbres sénescents au-delà du cinquième m³ réservé à l'hectare (soit au-delà du 2^{ème} arbre réservé à l'hectare).

Habitats et espèces visés par les arrêtés de 16 novembre 2001 et ses modificatifs et concernés prioritairement par la mesure :

Liste des habitats :

Tous les habitats forestiers mentionnés dans l'arrêté du 16 novembre 2001 et ses modificatifs, et en particulier ceux dont le statut de conservation est défavorable en France.

Liste des espèces :

1083	<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant
1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle
1323	<i>Myotis bechsteinii</i>	Vespertilion de Bechstein
1324	<i>Myotis myotis</i>	Grand murin
A236	<i>Dryocopus martius</i>	Pic noir
A238	<i>Dendrocopos medius</i>	Pic mar

Engagements :

Engagements non rémunérés	<p>Le bénéficiaire s'engage à :</p> <ul style="list-style-type: none">- marquer les arbres sélectionnés ou à délimiter les îlots de sénescence au moment de leur identification à la peinture ;- maintenir l'identification à la peinture pendant 30 ans ;- en cas de chute accidentelle de l'arbre, le bénéficiaire sera tenu d'en faire la déclaration à la DDTM ; Après acceptation de cette déclaration par la DDTM, il ne sera pas demandé au bénéficiaire de rembourser l'aide perçue.
Engagements rémunérés	<p>Les opérations éligibles consistent en le maintien sur pied d'arbres correspondant aux critères énoncés pendant 30 ans, <u>ainsi</u> que d'éventuels études et frais d'experts.</p> <p>L'engagement contractuel du propriétaire porte sur une durée de 30 ans. Il est admis sur cette durée que l'engagement n'est pas rompu si les arbres réservés subissent des aléas : volis, chablis ou attaques d'insectes. Dans ce cas c'est l'arbre ou ses parties maintenues au sol qui valent engagement.</p>

Caractéristiques spécifiques du projet :

Engagements non rémunérés :

Le bénéficiaire s'engage à marquer les arbres sélectionnés au moment de leur identification à la peinture à environ 1,30 m du sol, d'un triangle pointe vers le bas.

Recommandations techniques :

Dans un souci de cohérence d'action, le bénéficiaire devrait maintenir, dans la mesure du possible, des arbres morts sur pied dans son peuplement en plus des arbres sélectionnés comme sénescents.

Les distances minimales tolérées par rapport aux voies fréquentées par le public sont en cours de détermination, une discussion étant engagée à l'heure actuelle avec les assureurs pour prendre en compte leurs recommandations.

Dispositions financières :

L'aide sera accordée sur la base forfaitaire suivante :

- **100 €** par arbre quelque soit l'essence.

Le bénéficiaire fournira une déclaration sur l'honneur de réalisation des engagements.

Le montant de l'aide est en outre plafonné à **2 000 €** par hectare engagé.

10. F 227 13 - OPÉRATIONS INNOVANTES AU PROFIT D'ESPÈCES OU D'HABITATS

La mesure concerne les **opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats** ayant justifié la désignation d'un site, **prescrites et réalisées sous contrôle d'une expertise scientifique désignée par le préfet de région.**

Il s'agit d'opérations dont les techniques elles-mêmes sont innovantes, ou plus simplement d'opérations inhabituelles ne relevant d'aucune des mesures listées dans le présent arrêté.

On peut proposer, par exemple, l'entretien de lisières étagées autour de clairières, ou encore la diversification des essences arborées ou arbustives au profit, par exemple, d'une espèce de chauve-souris prioritaire.

Compte tenu du caractère innovant des opérations :

- un **suivi de la mise en œuvre** de la mesure doit être mis en place de manière globale sur le site **par l'animateur qui prendra l'appui d'un organisme de recherche (CEMAGREF, INRA, ONF) ou d'experts reconnus** dont le choix est validé par le préfet de région ;
- **le protocole de suivi pourra être prévu dans le DOCOB ;**
- **les opérations prévues et le protocole de suivi doivent être validés par le CSRPN** qui en appréciera également le rapport coût/efficacité ;
- un **rapport d'expertise** doit être fourni à posteriori par l'expert scientifique chargé du suivi, afin de faire savoir si la pratique expérimentée est (ou non) à approfondir, à retenir et à reproduire. Ce rapport comprendra :
 - La définition des objectifs à atteindre,
 - Le protocole de mise en place et de suivi,
 - Le coût des opérations mises en place,
 - Un exposé des résultats obtenus.

Une opération ne peut être éligible que si elle ne relève pas d'un des thèmes encadrés par les autres mesures listées dans le présent arrêté.

Cette mesure n'échappe pas aux règles générales de sélection des opérations finançables présentées dans les circulaires DNP/SDEN n°2004-3 et DNP/SDEN n°2007-3 relatives aux contrats Natura 2000. Notamment, les opérations éligibles sont nécessairement en faveur d'espèces ou d'habitats justifiant la désignation d'un site.

Dispositions financières :

Les subventions sont accordées sur la base d'un devis estimatif hors taxes et ajustées aux dépenses réelles.

Le montant du devis subventionnable est plafonné à : **50 000 €.**

A titre exceptionnel, il est possible de dépasser ce plafond, à condition qu'un cofinanceur autre que l'Etat ou l'Union Européenne prenne en charge l'excédent par rapport au plafond fixé. En tous les cas, la part financée par le MEEDDAT et le FEADER ne pourra excéder 50 000 €.

11. F 227 14 - INVESTISSEMENTS VISANT À INFORMER LES USAGERS DE LA FORÊT

L'action concerne les investissements visant à **informer les usagers** de la forêt afin de les inciter à **limiter l'impact de leurs activités** sur des habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou sur des espèces d'intérêt communautaire sensibles.

Cette action repose sur la mise en place de panneaux **d'interdiction de passage** (en lien avec l'action F22710), ou de **recommandations** (pour ne pas détruire une espèce, par exemple).

Les panneaux doivent être positionnés (sur le site Natura 2000) à des endroits stratégiques pour les usagers (entrée de piste ou de chemin, parking...), et être **cohérents** avec d'éventuels plans de communication ou schémas de circulation mis en place par ailleurs et englobant les parcelles concernées.

Conditions particulières d'éligibilité :

- L'action doit être **géographiquement liée à la présence d'un habitat ou d'une espèce** identifié dans le DOCOB, et vise **l'accompagnement d'actions** listées dans la présente annexe réalisées dans le cadre d'un contrat Natura 2000 (réalisées de manière rémunérées ou non). Cette action ne peut être contractualisée qu'accompagnée d'autres actions de gestion des milieux forestiers listées dans la présente annexe.
- L'action ne se substitue pas à la communication globale liée à la politique Natura 2000.
- Les panneaux finançables sont ceux destinés aux utilisateurs qui risquent, par leur activité, d'aller à l'encontre de la gestion souhaitée.
- L'animation proprement dite ne relève pas du champ du contrat.

Habitats et espèces visés par les arrêtés de 16 novembre 2001 et ses modificatifs et concernés prioritairement par la mesure :

Liste des habitats :

Tous les habitats forestiers visés par l'arrêté du 16/11/2001 et en particulier ceux dont le statut de conservation est défavorable en France.

Liste des espèces :

Toutes les espèces visées par les arrêtés du 16/11/2001 et concernant la région Haute-Normandie.

Engagements :

Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Si utilisation de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés en haut ;- Respect de la charte graphique ou des normes existantes ;- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions.
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Conception des panneaux ;- Fabrication ;- Pose, dépose saisonnière ou au terme du contrat s'il y a lieu ;- Rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose ;- Entretien des équipements d'information ;- Etudes et frais d'expert ;- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Dispositions financières :

Les subventions sont accordées sur la base d'un devis estimatif hors taxes et ajustées aux dépenses réelles.

Le montant du devis subventionnable est plafonné à : **3 000 €** par panneau.

L'emploi de cette mesure est en outre plafonné à **15 000 €** par contrat.

12. F 227 15 - TRAVAUX D'IRRÉGULARISATION DE PEUPEMENTS FORESTIERS SELON UNE LOGIQUE NON PRODUCTIVE

Définition du traitement irrégulier :

« En traitement irrégulier, une unité de gestion fait simultanément l'objet d'opérations sylvicoles diverses (de régénération ou d'amélioration) », Manuel d'aménagement forestier, 1997 – Jean Dubourdieu, ONF – Edition Lavoisier – Technique et documentation.

La mesure concerne des **travaux d'irrégularisation de peuplements forestiers au profit d'espèces ou d'habitats** ayant justifié la désignation d'un site.

Quelques espèces comme certains chiroptères trouvent de meilleures conditions écologiques au regard de leurs besoins dans des peuplements irrégularisés ou en mosaïque.

L'état d'irrégularisation ne peut pas être défini comme un état unique et théorique car il existe des situations diverses de structure, de matériel et de composition qui correspondent à des états satisfaisants pour le peuplement, aussi bien sur le plan de la production ou de la pérennité qu'en terme d'accueil des espèces.

En outre, ce n'est pas l'état d'irrégularisation du peuplement qui donne lieu à financement ; ce sont les actions nécessaires pour atteindre ou entretenir cet état qui sont financées.

Ainsi, il existe diverses modalités (notamment en terme de capital) qui permettent à la fois une conduite **des peuplements** compatibles avec leur production et leur renouvellement **simultanés**, et l'amorce d'**une structuration**. **Ces marges de capital ont été définies régionalement** par grand type de contexte :

- en plaine : surface terrière minimale après coupe de 10 m²/ha.

Pour la mise en oeuvre d'une telle conduite du peuplement selon une logique non productive, les **travaux accompagnant le renouvellement du peuplement** (travaux dans les semis, les fourrés, les gaules...) pourront être soutenus financièrement.

On évitera de faire de la structuration un objectif premier dans des peuplements inadéquats (par exemple peuplement régulier de bois moyens de qualité) qui supposeraient d'importants sacrifices d'exploitabilité pour un résultat qui pourrait être compromis par le dynamisme de tels peuplements.

NB : L'irrégularisation est généralement une résultante des choix de conduite des peuplements (capitalisation de la qualité, récolte de bois matures, travaux légers d'accompagnement du semis ...), dont les motivations sont prioritairement d'ordre économiques.

Conditions générales d'éligibilité :

Espèces visés par les arrêtés de 16 novembre 2001 et ses modificatifs et concernés prioritairement par la mesure :

323	<i>Myotis bechsteinii</i>	Vespertilion de Bechstein
1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle
1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand rhinolophe
1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit rhinolophe

Engagements :

Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions ;- Le bénéficiaire s'engage à conduire son peuplement dans des marges de volume ou de surface terrière (définies régionalement) compatibles avec sa production et son renouvellement simultanés ;- En outre, dans le cas où la taille de la propriété oblige à l'élaboration d'un document de gestion, une telle action ne peut être mobilisée que si l'irrégularisation des peuplements est planifiée (simple modification ou refonte du document de gestion si nécessaire), afin de mieux garantir l'efficacité des opérations financées.
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Accompagner la régénération et les jeunes stades du peuplement :<ul style="list-style-type: none">▪ dégagement de taches de semis acquis ;▪ lutte contre les espèces (herbacée ou arbustive) concurrentes ;▪ nettoyage, dépressage.- Etudes et frais d'expert ;- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

Dispositions financières :

Les subventions sont accordées sur la base d'un devis estimatif hors taxes et ajustées aux dépenses réelles.

Le montant du devis subventionnable est plafonné à : **1300 €** par hectare engagé.

NB : La surface de référence pour cette mesure est l'unité de gestion du document de gestion durable faisant l'objet de l'engagement et non la surface qui sera réellement travaillée à l'intérieur de celle-ci (surface indéterminable à priori et surtout non cartographiable).

ANNEXE : ESSENCES FORESTIÈRES INDIGÈNES (EXTRAIT ORF – 1999)

Sapin de l'Aigle	Houx	Saule cendré
Erable champêtre	Pommier sauvage	Saule cassant
Erable plane	Pin sylvestre	Saule à trois étamines
Erable sycomore	Peuplier noir	Saule des vanniers
Aulne glutineux	Tremble	Sureau noir
Bouleau verruqueux	Merisier	Sorbier des oiseleurs
Bouleau pubescent	Poirier commun	Alisier torminal
Charme	Chêne sessile	If commun
Châtaignier	Chêne pubescent	Tilleul à petites feuilles
Cornouiller mâle	Chêne pédonculé	Tilleul à grandes feuilles
Aubépine monogyne	Saule blanc	Orme champêtre
Hêtre	Saule à oreillettes	
Frêne commun	Saule marsault	

CHARTe NATURA 2000

1. PRÉSENTATION DE LA CHARTe NATURA 2000

Chaque site Natura 2000 doit posséder un document d'objectifs (DOCOB). Ce document définit à l'échelle du site les orientations de gestion et de conservation, ainsi que les moyens à mettre en oeuvre pour le maintien ou le rétablissement dans un bon état de conservation des habitats et des espèces inscrits aux annexes I et II des directives Habitats ou Oiseaux, qui ont justifié la désignation du site.

Actuellement, pour les particuliers – propriétaires, locataires, exploitants - il existe trois outils permettant la mise en oeuvre du DOCOB : les contrats Natura 2000, les Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (concernant les exploitations agricoles) et la charte Natura 2000 définie par les articles L414-3-II et R 414 -11 et suivants du code de l'Environnement.

L'objectif de la charte est de contribuer à la conservation et à la restauration des habitats et des espèces d'intérêt communautaire par la poursuite, le développement et la valorisation de pratiques favorables à leur conservation. La charte Natura 2000 permet au signataire de s'investir volontairement dans une conservation des milieux et des espèces, en souscrivant par type de milieux des engagements simples, conformes aux objectifs du DOCOB et dont la mise en oeuvre n'implique pas ou peu d'engagement financier.

➤ Toute personne physique ou morale, publique ou privée, titulaire de droits réels ou personnels sur des terrains inclus dans le site peut adhérer à la charte Natura 2000 du site.

➤ L'adhérent s'engage pour une durée minimale de 5 ans.

➤ Outre les activités de gestion courante du site, notamment les pratiques agricoles et sylvicoles, les activités ayant un impact sur la conservation des habitats naturels et des espèces comme les activités de loisirs peuvent être également concernées par la charte.

➤ L'adhésion à la charte Natura 2000 du site n'induit pas le versement d'une contrepartie financière. Cependant, elle permet d'accéder à certains avantages :

- Exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB),
- Exonération des trois quarts des droits de mutation pour certaines successions et donations,
- Garantie de gestion durable des forêts,
- Déduction du revenu net imposable des charges des propriétés rurales.

➤ Les engagements signés pourront être contrôlés et conduire, en cas de non respect, à la résiliation de l'adhésion à la charte par l'autorité préfectorale avec perte des avantages fiscaux.

2. RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR SUR LES SITES NATURA 2000

Les engagements figurant dans la charte sont « des plus » par rapport à la loi française qui s'applique d'ores et déjà dans les milieux naturels et qui doit donc être respectée que l'on se trouve ou non en site Natura 2000.

Parmi les sujets faisant l'objet d'une réglementation existante et pour lesquels il convient d'être particulièrement vigilant en site Natura 2000, on peut citer:

- les espèces protégées et les espèces invasives (code de l'environnement)
- la protection et la gestion des cours d'eau et des zones humides (code de l'environnement)
- la circulation des véhicules à moteur (code de l'environnement)
- la gestion des bois et forêts (code forestier)
- la pêche (Code de l'Environnement)

En cas de doute ou d'interrogation sur la réglementation en vigueur, il faut faire appel :

- à l'animateur du site Natura 2000 concerné
- aux offices en charge de la police de l'environnement : ONCFS, ONEMA, ONF,...
- aux services de l'Etat compétents : DREAL, DDTM, ...

3. ORGANISATION DE LA CHARTE

Deux niveaux d'implication :

- **Recommandations et engagements généraux**

L'adhérent s'engage à respecter **tous les engagements généraux** et un maximum de recommandations générales de gestion (cf. Milieux en général) sur l'ensemble des milieux présents sur la (les) parcelle(s) engagée(s).

- **Engagements et recommandations par type de milieux**

L'adhérent s'engage à respecter **tous les engagements** et un maximum de recommandations de gestion inscrits par type de milieux dès lors que celui-ci est présent sur la (les) parcelle(s) engagée(s).

Un doute peut intervenir sur le type de milieu présent sur une parcelle, notamment pour certains habitats très particuliers induisant des engagements spécifiques (ex: forêt de ravin).

La référence cartographique est alors :

- la carte des habitats accessible sur internet (www.haute-normandie.developpement-durable.gouv.fr, Données environnementales, Le portail BD'environnement et cartographies de c@rmen», Carmen : interrogation par thème, Nature et paysage, Sites Natura 2000),
- l'atlas cartographique du DOCOB. Ce dernier se trouve dans chaque mairie du site Natura 2000, à la DREAL, et sur internet (www.haute-normandie.developpement-durable.gouv.fr, Données environnementales, Le portail BD'environnement et cartographies de c@rmen», Carmen : interrogation par thème, Nature et paysage, Sites Natura 2000 - cliquer avec la touche « i » sur le site Natura 2000 et cliquer sur « lien-atlasdocob »)

4. ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX POUR LE SITE

Tout propriétaire, ayant droit ou mandataire, de parcelles situées dans le périmètre d'un site Natura 2000 qui signe une Charte NATURA 2000 s'engage à respecter les 5 engagements généraux suivants. Ces engagements s'appliquent sur l'ensemble du site NATURA 2000 et pour la durée contractualisée ; donc pour toutes les parcelles concernées par la signature de la Charte.

Les engagements généraux ne donnent pas droit à subvention ni rémunération particulière.

ENGAGEMENT N°1

☐ **Je m'engage à ne pas détruire volontairement un habitat d'intérêt communautaire ni un habitat d'espèce d'intérêt communautaire présent sur ma propriété.**

Point de contrôle : vérification de la présence des habitats et/ou habitats d'espèces cartographiés dans le cadre du DOCOB.

ENGAGEMENT N°2

☐ **Je m'engage à autoriser des missions de terrain permettant aux experts désignés par la structure animatrice d'inventorier et d'évaluer l'état de conservation des habitats et/ou espèces identifiés sur ma propriété, dans le périmètre du site Natura 2000, dans un but scientifique. Pour cela, je serai prévenu 15 jours à l'avance de l'identité de l'expert mandaté et de la nature de ses investigations. Je serai systématiquement destinataire du résultat des observations.**

Point de contrôle : possibilité d'accès aux parcelles pour les experts mandatés, comptes-rendus de la visite de terrain incluant la mise à disposition du propriétaire des résultats des inventaires.

ENGAGEMENT N°3

☐ **Je m'engage à ne pas introduire volontairement d'espèces animales ou végétales envahissantes sur mes parcelles engagées (cf. annexe 7.1 Espèces végétales invasives).**

Point de contrôle : vérification de l'absence d'introduction flagrante d'une espèce envahissante (hors dissémination naturelle) en comparaison de l'état des lieux initial.

ENGAGEMENT N°4

☐ **Je m'engage à informer tout prestataire de service, entreprise ou autre personne (mandataire) intervenant à ma demande sur les parcelles concernées par un habitat et/ou une espèce, des dispositions prévues pour celui-ci dans la charte. En cas de mandats, je veille à les modifier, au plus tard lors de leur renouvellement, afin de les rendre compatibles avec les engagements souscrits dans la charte.**

Point de contrôle : cahier des clauses techniques ou mandats adaptés avec intégration des engagements signés par le propriétaire dans le cadre de la charte.

ENGAGEMENT N°5

☐ **Je m'engage à ne pas autoriser la circulation des véhicules motorisés hors des routes et des chemins (à l'exclusion des travaux, de la gestion et de la sécurité des sites).**

Point de contrôle : vérification de l'absence de véhicules motorisés autorisés (hors gestion).

5. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES POUR LE SITE

Tout propriétaire, ayant droit ou mandataire, de parcelles situées dans le périmètre d'un site Natura 2000 qui signe une Charte NATURA 2000 s'engage à respecter les 5 recommandations générales suivantes. Ces recommandations s'appliquent sur l'ensemble du site NATURA 2000 et pour la durée contractualisée ; donc pour toutes les parcelles concernées par la signature de la Charte.

Les recommandations générales s'ajoutent aux recommandations particulières à chaque mesure.

Les recommandations (marquées par un *) peuvent donner lieu à rémunération dans le cadre de contrats Natura 2000 ou de contrats agri-environnementaux.

RECOMMANDATION N°1

Prendre contact avec la structure animatrice pour la reconnaissance des milieux.

RECOMMANDATION N°2

Informez la structure animatrice du site d'éventuelles dégradations d'habitats naturels d'intérêt communautaire qu'elles soient volontaires ou non.

RECOMMANDATION N°3 *

Limiter au maximum l'utilisation de produits phytosanitaires¹, amendements, fertilisants².

RECOMMANDATION N°4

Pour toute intervention mécanique sur les parcelles, privilégier l'utilisation d'huiles biodégradables afin de préserver les milieux et les espèces.

Limiter les interventions d'entretien des engins mécaniques sur le site ; si cet entretien est toutefois indispensable, apporter une vigilance particulière à la non dispersion des huiles (etc...) sur le site.

¹ Produits phytosanitaires = produits agropharmaceutiques = pesticides (herbicides, insecticides, fongicides, algicides, etc...)

² Fertilisants = Toute substance, quelle que soit son origine, destinée à favoriser la croissance de certaines plantes .

6. LES ENGAGEMENTS ET RECOMMANDATIONS POUR LES MILIEUX FORESTIERS

Une partie importante des sites Natura 2000 est couverte par des bois ; la spécificité de ces milieux et de leur gestion nécessitent des engagements et recommandations particuliers. Certains s'appliquent à tous les milieux boisés, quelle que soit leur nature, d'autres ne s'appliquent qu'aux habitats forestiers éligibles à la Directive Habitats (cf. liste en annexe 7.2 Habitats forestiers d'intérêt communautaire).

Le caractère humide de certains boisements demande un engagement supplémentaire pour leur conservation. De même, les milieux intra-forestiers de nature ouverte (landes, pelouses, ...) ou aquatiques (mares, étangs, ...) doivent faire l'objet d'engagements spécifiques.

ENGAGEMENT N°F-1 (TOUS MILIEUX FORESTIERS PRÉSENTS)

☐ Je m'engage au moment des marquages d'éclaircies à conserver 1 à 5 arbres morts (sur pied ou au sol) en moyenne à l'hectare à l'intérieur des parcelles forestières adultes (c'est-à-dire lorsque l'âge du peuplement le permet) et à une distance des chemins et des pistes supérieure à la hauteur du peuplement.

• Points de contrôle : présence et dénombrement après éclaircies d'arbres morts (sur pied ou au sol) sur l'ensemble du secteur forestier soumis à adhésion.

Commentaires : Ces arbres morts permettent la présence d'un ensemble d'espèces, notamment d'insectes, vivant aux dépens du bois mort et participant au bon fonctionnement des milieux forestiers. Le marquage des éclaircies est le moment crucial pour cet objet, car traditionnellement c'est à ce moment que les arbres morts étaient marqués « en abandon », et que l'on pourra les marquer « en réserve ». Cette nuance évite les inventaires et repérages « a priori et systématiques » évidemment coûteux et irréalisables sur les grands massifs.

ENGAGEMENT N°F-2 (ENSEMBLE DES HABITATS FORESTIERS D'INTERET COMMUNAUTAIRE)

☐ Je m'engage, dans le cadre de la réalisation d'opérations de transformation par plantation dans un habitat identifié, à choisir majoritairement des plants d'essences autochtones du cortège du dit habitat, appartenant à la liste des espèces indigènes des Orientations Régionales Forestières (O.R.F.) et de provenance appartenant à la liste officielle des Matériels Forestiers de Reproduction (MFR) définie par arrêté préfectoral. Les plantations en plein seront réalisées à densité modérée (densité minimale des règles d'attribution des aides de l'Etat en investissement forestier) selon le dernier arrêté préfectoral en vigueur au moment de la plantation.

• Points de contrôle : comptage du pourcentage d'essences de l'habitat dans le boisement, densité de plantation, liste des essences utilisées pour la plantation.

ENGAGEMENT N°F-3 (ENSEMBLE DES HABITATS FORESTIERS D'INTERET COMMUNAUTAIRE)

☐ Je m'engage à ne pas éliminer définitivement le sous-étage des habitats forestiers lorsqu'il est présent. Au moment de la régénération artificielle ou naturelle, je m'engage, si besoin, à le maîtriser par coupe, en excluant le dessouchage ou la dévitalisation, sauf contrainte particulière et avec autorisation de l'animateur du site.

• Points de contrôle : Absence de dessouchage ou trace de dévitalisation du sous-étage, sur les parcelles concernées.

ENGAGEMENT N°F-4 (ENSEMBLE DES HABITATS « INTRA-FORESTIERS » D'INTERET COMMUNAUTAIRE ET DES HABITATS D'ESPECES)

☐ Je m'engage, quand ils sont présents, à ne pas boiser les milieux ouverts «intraforestiers» et à ne pas combler les mares forestières abritant un habitat et/ou une espèce d'intérêt communautaire identifié (cf. annexe 1 listant les habitats intra-forestiers concernés par cet engagement).

• Points de contrôle : Pas de plantation dans les habitats de milieux ouverts identifiés et pas de trace de comblements de mares.

ENGAGEMENT N°F-5 (ENSEMBLE DES HABITATS FORESTIERS D'INTERET COMMUNAUTAIRE)

☐ Je m'engage à mettre en place des cloisonnements d'exploitation dans les parcelles forestières et à prendre les dispositions pour que les engins d'exploitation les utilisent, dans le but d'éviter les tassements de sols sur la totalité de la parcelle.

• Points de contrôle : Pas de trace d'engins d'exploitation en dehors des cloisonnements.

ENGAGEMENT N°F-6 (ENSEMBLE DES HABITATS FORESTIERS D'INTERET COMMUNAUTAIRE)

☐ Je m'engage à prendre les mesures nécessaires pour que les menus bois d'un diamètre inférieur ou égal à 7 cm issus des coupes soient laissés au sol, dans le but de préserver leur richesse minérale des sols.

• Points de contrôle : Présence de menus bois au sol de diamètre suffisant (de l'ordre de 7 cm) après passage en coupe.

7. ANNEXES

7.1. ESPÈCES VÉGÉTALES INVASIVES

Liste des espèces végétales pouvant être considérées comme invasives en Haute-Normandie (d'après le Collectif Botanique de Haute-Normandie, 2005)

TAXON	NOM COMMUN	INVASIVE H-N
<i>Acer negundo</i> L.	Érable négundo	P
<i>Ailanthus altissima</i> (Mill.) Swingle	Ailante glanduleux	A
<i>Ambrosia artemisiifolia</i> L.	Ambroisie annuelle	P
<i>Aster lanceolatus</i> Willd.	Aster lancéolé	P
<i>Aster novi-belgii</i> L.	Aster de Virginie	P
<i>Aster salignus</i> Willd.	Aster à feuilles de saule	P
<i>Azolla filiculoides</i> Lam.	Azolle fausse-filicule	A
<i>Baccharis halimifolia</i> L.	Baccharide à feuilles d'arroche [Séneçon en arbre]	P
<i>Berteroa incana</i> (L.) DC.	Bertéroa blanche	A
<i>Bidens frondosa</i> L.	Bident à fruits noirs	P
<i>Bidens frondosa</i> L. var. <i>frondosa</i>	Bident à fruits noirs (var.)	P
<i>Buddleja davidii</i> Franch.	Buddléie de David [Arbre aux papillons]	A
<i>Conyza bilbaoana</i> J. Rémy	Conyze de Bilbao	P
<i>Conyza canadensis</i> (L.) Cronq.	Conyze du Canada	A
<i>Conyza sumatrensis</i> (Retz.) E. Walker	Conyze de Sumatra	P
<i>Corispermum pallasii</i> Steven	Corisperme à fruits ailés	P
<i>Dittrichia graveolens</i> (L.) Greuter	Dittriche fétide	P
<i>Elodea callitrichoides</i> (L.C.M.Rich.) Caspary	Elodée fausse-callitriche	P
<i>Elodea canadensis</i> Michaux	Élodée du Canada	A
<i>Elodea nuttallii</i> (Planch.) St John	Élodée de Nuttall	A
<i>Fallopia japonica</i> (Houtt.) Ronse Decraene	Vrillée du Japon [Renouée du Japon]	A
<i>Fallopia japonica</i> (Houtt.) Ronse Decraene var. <i>japonica</i>	Vrillée du Japon (var.) [Renouée du Japon]	A
<i>Fallopia sachalinensis</i> (F.Schmidt Petrop.) Ronse Decraene	Vrillée de Sakhaline [Renouée de Sakhaline]	P
<i>Festuca brevipila</i> R. Tracey	Fétuque à feuilles rudes	P
<i>Heracleum mantegazzianum</i> Somm. et Lev.	Berce du Caucase	A
<i>Hieracium aurantiacum</i> L.	Épervière orangée	P
<i>Impatiens balfourii</i> Hook. f.	Balsamine de Balfour	P
<i>Impatiens capensis</i> Meerb.	Balsamine du Cap	A
<i>Impatiens glandulifera</i> Royle	Balsamine géante	P
<i>Impatiens parviflora</i> DC.	Balsamine à petites fleurs	P
<i>Lemna minuta</i> Humb., Bonpl. et Kunth	Lenticule minuscule	P
<i>Ludwigia grandiflora</i> (Michaux) Greuter et Burdet	Ludwigie à grandes fleurs [Jussie à grandes fleurs]	A
<i>Lycium barbarum</i> L.	Lyciet de Barbarie	P
<i>Mahonia aquifolium</i> (Pursh) Nutt.	Mahonie à feuilles de houx	P
<i>Prunus serotina</i> Ehrh.	Prunier tardif [Cerisier tardif]	A
<i>Rhododendron ponticum</i> L.	Rhododendron pontique	P
<i>Robinia pseudoacacia</i> L.	Robinier faux-acacia	A
<i>Rosa rugosa</i> Thunb.	Rosier rugueux	P
<i>Rumex thyrsiflorus</i> Fingerh.	Patience à fleurs en thyrses [Oseille à oreillettes]	P
<i>Senecio inaequidens</i> DC.	Séneçon du Cap	A
<i>Solidago canadensis</i> L.	Solidage du Canada [Gerbe d'or]	A
<i>Solidago gigantea</i> Ait.	Solidage glabre	A
<i>Spartina townsendii</i> H. et J. Groves	Spartine anglaise	A
<i>Spartina townsendii</i> H. et J. Groves var. <i>anglica</i> (C.E. Hubbard) Lambinon et Maquet	Spartine anglaise (var.)	A

A : taxon à caractère invasif avéré

P : taxon à caractère invasif potentiel

7.2. HABITATS FORESTIERS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

Tableau regroupant les habitats forestiers d'intérêt communautaire au titre de la directive Habitats et présents en Normandie sur les différents sites Natura 2000 :

Habitats forestiers des sites Natura 2000	Regroupement d'habitats spécifiques
9120 – Hêtraies-chênaies collinéennes à Houx	/
9130 – Hêtraies-chênaies à Jacinthe des bois	
9130 – Hêtraies-chênaies à Lauréole ou Laîche glauque	
9150 – Hêtraies-chênaies calcicoles médio-européennes du <i>Cephalanthero-Fagion</i>	
9160 – Chênaies pédonculées neutroacidiphiles à mésoacidiphiles	
9180* - Frênaies de ravins hyperatlantiques à Scolopendre	Forêt de ravin
9190 – Chênaies pédonculées à Molinie bleue	/
91D0* – Tourbières boisées	Forêts des « zones humides »
91E0* - Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i>	
91F0 – Forêts mixtes riveraines des grands fleuves	
Peupleraies pouvant localement abriter des habitats d'intérêt communautaire de la directive Habitats	
Forêts marécageuses (non éligibles)	

7.3. HABITATS DE MILIEUX OUVERTS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

Tableau regroupant les habitats de milieux ouverts d'intérêt communautaire au titre de la directive Habitats qui peuvent être présents de façon ponctuelle dans des massifs forestiers des sites Natura 2000. Ces habitats sont appelés « habitats intra-forestiers ».

« Habitats intra-forestiers » des sites Natura 2000	Regroupement d'habitats spécifiques
6210(*) - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaire (* : sites à orchidées remarquables)	/
5130 – Pelouses à Genévrier commun sur lande ou pelouse	
4030 – Landes sèches européennes	
8150 – Eboulis médio-européens siliceux	
8160 – Eboulis médio-européens calcaires	
8210 – Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	
8220 – Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique	/
4010 – Landes humides atlantiques à Bruyère à quatre angles	
3110 – Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (habitat localisé dans certaines mares et/ou étangs forestiers)	/
6430 – Mégaphorbiaies eutrophes	Habitats des « zones humides »
7110* - Tourbières hautes actives	
7120 - Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération	

7.4. ESPÈCES FORESTIERES INDIGENES

Liste des espèces essences forestières indigènes en Haute-Normandie (ORF – 1999)

TAXON	NOM COMMUN
<i>Abies alba</i> Miller (<i>A. pectinata</i> Lam.)	Sapin de l'Aigle
<i>Acer campestre</i> L.	Erable champêtre
<i>Acer platanoides</i> L.	Erable plane
<i>Acer pseudoplatanus</i> L.	Erable sycomore
<i>Alnus glutinosa</i> L.	Aulne glutineux
<i>Betula pendula</i> Roth	Bouleau verruqueux
<i>Betula pubescens</i> Ehrh.	Bouleau pubescent
<i>Carpinus betulus</i> L.	Charme
<i>Castanea sativa</i> Miller	Châtaignier
<i>Cornus mas</i> L.	Cornouiller mâle
<i>Crataegus monogyna</i> Jacq.	Aubépine monogyne
<i>Fagus</i> sp.	Hêtre
<i>Fraxinus excelsior</i> L.	Frêne commun
<i>Ilex aquifolium</i> L.	Houx
<i>Malus sylvestris</i> (L.) Mill.	Pommier sauvage
<i>Pinus sylvestris</i> L.	Pin sylvestre
<i>Populus nigra</i> L.	Peuplier noir
<i>Populus tremula</i> L.	Tremble
<i>Prunus avium</i> (L.) L.	Merisier
<i>Pyrus communis</i> L.	Poirier commun
<i>Quercus petraea</i> Lieblein	Chêne sessile
<i>Quercus pyrenaica</i> Willd.	Chêne pubescent
<i>Quercus robur</i> L.	Chêne pédonculé
<i>Salix alba</i> L.	Saule blanc
<i>Salix aurita</i> L.	Saule à oreillettes
<i>Salix caprea</i> L.	Saule marsault
<i>Salix cinerea</i> L.	Saule cendré
<i>Salix fragilis</i> L.	Saule cassant
<i>Salix triandra</i> L.	Saule à trois étamines
<i>Salix viminalis</i> L.	Saule des vanniers
<i>Sambucus nigra</i> L.	Sureau noir
<i>Sorbus aucuparia</i> L.	Sorbier des oiseleurs
<i>Sorbus torminalis</i> (L.) Crantz	Alisier torminal
<i>Taxus baccata</i> L.	If commun
<i>Tilia cordata</i> Miller	Tilleul à petites feuilles
<i>Tilia platyphyllos</i> Scop.	Tilleul à grandes feuilles
<i>Ulmus minor</i> Miller	Orme champêtre